



UNIVERSITÉ DE TOAMASINA

**FACULTE DE DROIT, DES SCIENCES ECONOMIQUES, DE GESTION,
DE MATHÉMATIQUES, INFORMATIQUE ET APPLICATIONS**

DEPARTEMENT D'ECONOMIE

MEMOIRE EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME DE MAITRISE ES-SCIENCES ECONOMIQUES

L'ANALYSE DE LA PRODUCTION RIZICOLE

Cas du district d'Andapa, région SAVA

Présenté et soutenu par :

Hugue Angelico NAHINA

Promotion : 2015-2016

Sous la direction de :

Monsieur LEMIARY

Enseignant Chercheur à l'Université de Toamasina

Notre encadreur enseignant

Janvier 2018



UNIVERSITE DE TOAMASINA

**FACULTE DE DROIT, DES SCIENCES ECONOMIQUES, DE GESTION,
DE MATHÉMATIQUES, INFORMATIQUE ET APPLICATIONS**

DEPARTEMENT D'ECONOMIE

MEMOIRE EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME DE MAITRISE ES-SCIENCES ECONOMIQUES

L'ANALYSE DE LA PRODUCTION RIZICOLE Cas du district d'Andapa, région SAVA

Présenté et soutenu par :

Hugue Angelico NAHINA

Promotion : 2015-2016

Sous la direction de :

Monsieur LEMIARY

Enseignant Chercheur à l'Université de Toamasina

Notre encadreur enseignant

Janvier 2018

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	IV
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	V
GLOSSAIRE	VII
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE : LE CADRE GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE.....	3
CHAPITRE I : LA DESCRIPTION DE LA FILIÈRE RIZ	5
SECTION I : LA SITUATION DE LA FILIÈRE RIZICOLE À ANDAPA	5
SECTION II : QUELQUES THÉORIES LIÉES À L'ÉCONOMIE RURALE.....	15
CHAPITRE II : L'IMPORTANCE DE LA PRODUCTION RIZICOLE DANS LE DÉVELOPPEMENT LOCAL.....	21
SECTION I : L'ÉTUDE EN AMONT DE LA PRODUCTION DU RIZ.....	21
SECTION II : LA PLACE DE LA RIZICULTURE DANS LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.....	25
DEUXIÈME PARTIE : LE DIAGNOSTIC ÉCONOMIQUE ET ORGANISATIONNEL DE LA PRODUCTION RIZICOLE À ANDAPA	32
CHAPITRE I : L'ANALYSE DES FAITS ET DES PROBLÈMES DE LA FILIÈRE RIZ	34
SECTION I : L'ANALYSE DES POLITIQUES ACTUELLES SUR LA FILIÈRE RIZ	34
SECTION II : L'IDENTIFICATION DES FACTEURS FREINANT LA PRODUCTION.....	44
CHAPITRE II : LE CATALOGUE DES SOLUTIONS.....	53
SECTION I : LES SOLUTIONS ADOPTÉES AU NIVEAU DE LA PRODUCTION... ..	53
SECTION II : LE RENFORCEMENT DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT RIZICOLE	59
CONCLUSION	65
BIBLIOGRAPHIE	67
ANNEXES	69
LISTE DES ILLUSTRATIONS	74
TABLE DES MATIÈRES	75

REMERCIEMENTS

Le présent mémoire est le couronnement de notre cursus universitaire. Il représente le fruit de notre volonté, de nos efforts et de nos sacrifices, durant nos quatre années d'études universitaires. Non seulement, il a été élaboré pour l'obtention du diplôme de maîtrise ès-sciences économiques, mais aussi pour satisfaire notre ambition, d'apporter notre modeste contribution au processus de développement économique de notre pays. Il n'aurait pu arriver à ce stade, sans la participation et le concours bienveillant de nombreuses personnes, qui nous ont apporté leur aide, tant sur le plan pédagogique, financier, moral que matériel.

Nous tenons d'ailleurs à leur adresser nos vifs et chaleureux remerciements.

- Notre gratitude va plus particulièrement à l'honneur de Monsieur LEMIARY, Enseignant-chercheur à la Faculté de Droit, des Sciences Économiques, de Gestion, et de Mathématiques, Informatique et Applications de l'Université de Toamasina, notre encadreur enseignant qui, malgré ses lourdes responsabilités, a manifesté un réel plaisir à nous encadrer.

- Nous remercions pareillement tous les Professeurs et les Enseignants du département d'Économie de l'Université de Toamasina, qui nous ont permis d'accéder à notre niveau actuel de connaissances théoriques.

- Notre affection va également à nos parents pour leurs soutiens moraux, matériels, financiers inestimables tout au long de notre étude.

- Nous voudrions aussi réitérer nos vifs remerciements à tous ceux qui ont, de près ou de loin, contribué à l'élaboration de ce travail.

Mesdames et messieurs, nous vous disons merci !

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AUE	: Association des Usagers de l'Eau
BOA	: Bank of Africa
CECAM	: Caisse d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuel
CIRDR	: Circonscription de Développement Rural
CoPilo	: Comité de Pilotage
CSA MA	: Centre de Services Agricoles Makalombo
DSRP	: Document des Stratégique pour la Réduction de Pauvreté
EPP	: Équipe Permanente de Pilotage
FAO	: Food and Agriculture Organization
FBCF	: Formation Brute du Capital Fixe
FIDA	: Fonds International pour le Développement Agricole
FOFIFA	: FOibe Flkarohana ampiarina amin'ny Fandrosoana eny Ambanivohitra.
GCV	: Grenier Commun Villageois
INSTAT	: Institut National de la Statistique
IRRI	: International Rice Research Institut
MAEP	: Ministère de l'Agriculture, d'Élevage et de la Pêche
MO	: Main d'Œuvre
ODR	: Observatoire Du Riz
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole
OTIV	: Ombona Tahiry IfampisamboranaVola (Établissement de microfinance)
PADR	: Plan d'Action pour le Développement Rural
PAE	: Plan d'Action Environnementale
PANSA	: Plan d'Action National pour la Sécurité Alimentaire
PARECAM	: Programme d'Appui à la Résilience aux Crises Alimentaires à Madagascar
PED	: Pays En Développement
PGE	: Politique Générale de l'État
PIB	: Produit Intérieur Brut
PN	: Parc National
PNDR	: Programme National pour le Développement Rural
PPRR	: Programme de Promotion de Revenu Rural
PSDR	: Projet de Soutien au Développement Rural

PTMR	: Programme de Transport en Milieu Rural
PURSAPS	: Projet d’Urgence pour la Sécurité Alimentaire et de Protection Sociale
ROR	: Réseau des Observatoires Ruraux
SAVA	: Sambava Antalaha Vohémar Andapa
SRA	: Système de Riziculture Amélioré
SRI	: Système de Riziculture Intensif
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée

GLOSSAIRE

Baiboho	: Terme utilisé par les <i>tsimihety</i> en particulier, pour désigner les superficies cultivables, riches en alluvions, sur les bordures des cours d'eau : ruisseaux, rivières et fleuves ; ce sont des terres très fertiles, favorables aussi bien aux cultures de rente qu'aux cultures vivrières, et surtout le riz.
Cheptel mort	: Ensemble de matériels de traction, de transport, de culture et d'installation fixe. La présence de celui-ci témoigne de la mécanisation de l'exploitation.
Cheptel vif	: Ensemble de bétail présent dans l'exploitation. En plus de son rôle productif, il représente d'autres avantages : il apporte de l'humus, assure le plein emploi de la main d'œuvre familiale et fournit de l'argent liquide, suite à la vente du bétail et/ou la vente de lait, etc.
Ménage	: C'est l'ensemble des différents membres, apparentés ou non, vivant ensemble dans le même logement, mettant en commun l'ensemble de leurs besoins alimentaires.
Riziculture aquatique	: Englobe toute culture de riz qui se pratique sur sols, des rizières sous une lame d'eau.
Riz pluvial	: Désigne toute culture de riz, pratiquée sur un sol exondé d'un versant ou de la partie sommitale des collines, après quelque répartition du sol, et dont l'alimentation hydrique est totalement assurée par le pluviomètre
Tanety	: Traduction littérale : terre ferme, par opposition à la terre immergée ; c'est aussi toutes les parties en relief ou en altitude : les collines et les montagnes, par opposition aux plaines et aux plateaux ; en riziculture, c'est la culture du riz en altitude, sur une terre autre que la rizière inondée.
Tavy	: Culture itinérante sur brûlis ; techniques culturelles traditionnelles basées sur le défrichement des parties boisées ou herbeuses, lesquelles seront incinérées, une fois les végétaux séchés.
Vulgarisation	: Le partage des connaissances techniques et scientifiques pour la population concernée.
Vulnérabilité	: Existence des facteurs, en présence desquels l'individu risque d'être exposé à l'insécurité alimentaire ou à la malnutrition, y compris des facteurs influant sur sa capacité d'adaptation.

INTRODUCTION

La mondialisation de l'économie et l'émergence des nouveaux marchés à travers les nouveaux pays industrialisés créent un espace concurrentiel différent. Pour affronter la concurrence et pour la recherche de la compétitivité, beaucoup de pays cherchent à se développer, et adoptent des stratégies adéquates pour le développement. Pour le cas de Madagascar, 80% de la population Malagasy vivent en milieu rural et le secteur primaire englobe 75% de la population totale¹. De ce fait, le développement du pays repose essentiellement sur le secteur primaire qui représente des sources non négligeables de revenus.

Parmi la culture vivrière à Madagascar, le riz est la principale filière du secteur agricole. Son poids économique est la base majeure dans l'ensemble du développement socio-économique de la Grande Ile. C'est pour cette raison qu'il s'agit d'un secteur clé parce que la majorité de la population malgache exercent dans l'agriculture. Malgré tout, le problème de développement reste toujours une lourde préoccupation pour les Malgaches. Ce problème est renforcé par l'insécurité alimentaire. Ainsi, Madagascar figure encore parmi les pays pauvres dans le monde. Cependant, de nombreux secteurs peuvent contribuer à son développement. Dans le secteur primaire, la riziculture est la première activité économique de la population en milieu rural. En effet, elle tient une place dominante dans le secteur agricole: le riz est l'alimentation de base de la plupart des Malgaches. Pour l'activité rizicole, Madagascar dispose de nombreuses régions productrices et le district d'Andapa en fait partie.

Plusieurs raisons expliquent notre choix : d'abord, les formations académiques que nous avons suivies dans notre Faculté s'articulent aisément avec les réalités vécues quotidiennement dans la région. En plus, notre relation avec les paysans, les opérateurs ruraux et autres entités locales, a facilité également la compréhension réelle du sujet. Nous avons alors choisi le thème suivant : « **L'ANALYSE DE LA PRODUCTION RIZICOLE, Cas du district d'Andapa, région SAVA** ». Le riz est un produit à la fois économique, social et politique pour les Malgaches. Produit de première nécessité, il a une place importante dans tous les domaines de la vie des Malgaches. La majorité ou presque la totalité des ménages dans toutes les régions cultivent du riz. Dans ce cas, nous nous posons comme problématiques: pourquoi les besoins en produits rizicoles ne sont pas satisfaits par la

¹Politique régionale sur l'agriculture, l'élevage et la pêche, Décembre 2014, DRDR SAVA, p.8.

production locale ? Quelle mesure faut-il alors prendre pour améliorer la situation ? Il est très difficile de répondre à ces questions sans avoir déterminé les facteurs de blocage du développement de la riziculture dans ce district et surtout les perspectives d'amélioration de cette culture.

Notre ouvrage a comme objectif d'améliorer la contribution de la riziculture dans le processus de développement de la région SAVA en général et dans celui du district d'Andapa en particulier et surtout d'envisager l'autosuffisance alimentaire à Madagascar. D'après les études statistiques récemment effectuées, l'agriculture constitue 30% du PIB du pays. Logiquement, cet apport est minime si on considère le nombre de mains d'œuvres utilisées, car les paysans constituent à eux seuls 80% de la population. Par rapport aux pays développés, la part de main d'œuvre affectée à l'agriculture dans la population active est importante dans les pays moins avancés, où la plupart des cultures sont de subsistance. Actuellement, l'agriculture représente un potentiel pour assurer « le développement rapide et durable ». Certes, des efforts ont été déjà entrepris pour un progrès notable quant à l'amélioration des techniques culturales et surtout celles qui concernent le riz.

Afin de mener à bien le travail, nous avons procédé à la méthodologie suivante. Nous avons consulté des sites web sur internet. Afin d'obtenir des informations quantitatives et qualitatives nécessaires, nous avons recouru aux administrations concernées » et des interviews auprès des agriculteurs locaux. La revue de la littérature a été effectuée à la bibliothèque de l'Université Toamasina.

Ainsi, notre travail se divisera en deux parties, chaque partie se subdivisera en deux chapitres. La première partie s'intitule « le cadre général de l'étude » et la deuxième partie traitera « le diagnostic économique et organisationnel de la production rizicole d'Andapa ».

PREMIÈRE PARTIE :
LE CADRE GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE

L'exploitation rizicole dépend de plusieurs paramètres tels que : le climat, les techniques, le financement. Or, dans le cadre de multiples réflexions en matière de développement rapide et durable, surtout dans les milieux ruraux, une étude approfondie concernant les caractéristiques de la zone est un préalable. Cela nous amène à traiter la première partie intitulée « le cadre général de l'étude ». Cette partie sera divisée en deux chapitres dont le premier concerne la description de la filière riz, et le second explique l'importance de la production rizicole dans le développement local.

CHAPITRE I : LA DESCRIPTION DE LA FILIÈRE RIZ

Ce chapitre comprend deux sections bien distinctes. La première traite la situation de la filière rizicole à Andapa et la deuxième développe les théories sur l'économie rurale. Par définition, l'exploitation agricole est l'unité technique et économique de mise en valeur des terres.

SECTION I : LA SITUATION DE LA FILIÈRE RIZICOLE À ANDAPA

Selon l'enquête statistique, environ 35% des terres aménagées ne sont pas cultivées directement par les propriétaires, mais ils laissent leurs terres en location ou en métayage à des tiers. Les modes d'exploitation sont variés, on peut citer le mode de faire valoir direct, les locations, les métayages, les locations interfamiliales. Il désigne la nature des liens contractuels entre l'exploitant d'une terre et le détenteur du droit foncier.

§.1 La description de la riziculture

Le riz est la principale culture de Madagascar, parce que le volume de la production est relativement important, par rapport aux autres produits. Ainsi, la grande majorité des agriculteurs malgaches cultivent du riz. De ce fait, il est vraiment nécessaire de décrire la riziculture dans cette zone.

A. Les conditions favorables à la riziculture

Comme toute autre végétation, le riz a besoin de certaines conditions, pour assurer la germination de sa graine, sa survie et la croissance du jeune plant, ainsi que sa production. Les principaux facteurs conditionnant l'efficacité de la riziculture sont, entre autres : le climat, l'eau, l'air, ainsi que la lumière, et surtout le sol.

B. Les conditions climatiques

Le respect des conditions climatiques est nécessaire durant le cycle de vie du plant. D'après Benito S. Vergara, physiologiste de l'IRRI, la température optimale¹, pour la germination de la graine de riz est de 30°C, mais elle peut germer avec une température comprise entre 10 et 40°C. Dans le champ, les plantes poussent plus rapidement, lorsqu'il fait chaud².

¹ Benito S. VERGARA, « Le manuel du riziculteur », 1994, p.15.

² Temps chaud : avec une température comprise entre 25 à 35°C.

1. Les besoins en eau

La graine a d'abord besoin d'eau pour germer. Quelques heures de trempage dans l'eau sont nécessaires pour avoir une germination uniforme des graines. L'irrigation continue, suffisante et régulière en pépinière permet la croissance uniforme des jeunes plants. En plantation, le besoin en eau est défini par le stade (cycle) du plant.

La riziculture pluviale, en tant que culture sèche, a des besoins élevés en eau, pendant le cycle végétatif. En culture irriguée, il faut disposer d'assez d'eau pour que le sol puisse être submergé, jusqu'à la maturation. Notons que la forte pluie est nuisible à l'épiaison, et en période de moisson.

2. Les besoins en air

La graine a aussi besoin d'air pour germer et se développer. Si elle est trop submergée, la croissance de l'embryon ralentit, et cela finit par la tuer. Les vents forts peuvent aussi entraîner des dégâts sur le repiquage, et provoquer la verse à maturité. Une certaine sécheresse atmosphérique est favorable au riz irrigué.

3. Les besoins en lumière

Les plantules ont besoin d'une intensité lumineuse élevée, car elles fabriquent des substances nutritives à partir de la lumière, de l'eau et de l'air. Le Mémento de l'Agronome décrit que le riz est une plante qui exige une bonne insolation, qui se mesure en calories/cm² /jour. C'est l'intensité de la radiation solaire.

4. Le type de sol

C'est par l'intermédiaire du sol que le plant peut en premier lieu bénéficier des besoins sus cités, à travers les racines. Il faut donc du sol riche en éléments nutritifs, aéré et perméable à l'eau.

C. L'évolution de la technique de riziculture

Depuis l'apparition de la riziculture à Madagascar, plusieurs techniques de culture se sont succédées :

D'abord, la technique traditionnelle qui est une vieille méthode de plusieurs siècles, toujours pratiquée par les Malgaches, jusqu'à nos jours. Cette méthode se réalise par le repiquage de plants âgés de plus d'un mois, suivant une disposition aléatoire, avec une densité à l'hectare très élevée ; le riz pousse sous une lame d'eau de plus d'un centimètre de

hauteur, pendant tout son cycle de développement. Cette technique ne nécessite aucun entretien particulier, et même le sarclage ne se fait que rarement, afin de minimiser les dépenses, et d'éviter une mauvaise récolte en cas de problèmes.

Ensuite le Système de Riziculture Amélioré (SRA) qui nécessite plus d'attention que la méthode précédente, car l'âge de repiquage est de 15 à 30 jours seulement, et le sarclage se fait 2 à 3 fois tous les 10 à 15 jours. Ce système demeure plus cher que le premier, mais reste plus efficace. Il a été lancé par les OPR (Opération Productivité Rizicole), pendant la Première République. Il est basé sur des innovations de la technique traditionnelle et introduit la notion de transplantation en ligne, offrant ainsi un plus grand espace au riz, et lui permet d'obtenir plus de taille.

Enfin, le Système de Riziculture Intensif (SRI). Actuellement, peu d'agriculteurs pratiquent cette technique, faute de formation et de peur de nouvelles expériences. Ils ont encore besoin d'assistance, avant de pouvoir appliquer et vulgariser ce mode de culture. Le SRI est connu dans le pays depuis 20 ans. De nombreuses tentatives de vulgarisation ont été entreprises, mais jusqu'à présent, aucune coordination effective n'a été constatée. Le SRI est une technique agricole souple. Il varie en fonction de la zone cultivée. Néanmoins, il a comme base le bon dosage d'eau, lors de l'irrigation, et le respect d'une certaine distance, entre les pousses, lors du repiquage.

Créé en décembre 2008, le groupement SRI Madagascar rassemble une vingtaine de membres dans toute l'île, lesquels se réunissent une fois par mois. La technique nécessite l'utilisation d'engrais biologiques. Cependant, l'apprentissage de son dosage est l'une des offres proposées par le groupement SRI Madagascar. Le SRI repose sur plusieurs principes très simples : repiquage des plants très jeunes, repiquage en ligne, assèchement partiel des rizières,... De plus, ce système est entièrement biologique, permettant ainsi aux paysans d'échapper à l'endettement par l'achat d'intrants chimiques de plus en plus coûteux. Le SRI peut facilement doubler, voire tripler la production locale, et est adopté à présent par plus de trente pays dans le monde. Développer le SRI, c'est, à terme, permettre à Madagascar de devenir autosuffisant en riz, et même de pouvoir en exporter, et ainsi développer l'économie du pays.

§.2 Les types de riziculture dans la région SAVA

Comme nous l'avons vu précédemment, l'existence d'une pluviométrie (1 000 à 1 900 mm), de la pédologie (importance des *baiboho*) et du climat favorable aux cultures

vivrières, confèrent à la région des potentialités agricoles, notamment la riziculture. En effet, les cultures vivrières comme le riz, le manioc et le maïs, les cultures de rente (vanille, café, canne à sucre) deviennent des conditions de survie des agriculteurs de la région.

Concernant la riziculture : trois (03) types de système rizicole sont pratiqués dans la région à savoir la riziculture aquatique et la riziculture de montagne, ou de plateau, et la riziculture inondée ou pluviale.

A. La riziculture aquatique

Elle est la plus pratiquée dans la région. Elle concerne 68% des superficies cultivables. Elle est basée sur la riziculture irriguée ou inondée de bas-fonds ou de plaine, qui consiste à drainer de l'eau sur le terrain de culture, par des réseaux artificiels, par des aménagements plus ou moins importants, qui donnent lieu aux projets de Petits ou Grands Périmètres Irrigués..

B. La riziculture inondée ou riziculture pluviale

Elle occupe 25% des superficies dans l'ensemble de la zone. Ce mode de culture consiste à préparer le sol pour la culture et attendre la pluie naturelle. Le riz est cultivé sur sol piétiné, dans des champs entourés de diguettes pouvant retenir l'eau, jusqu'à une profondeur allant de 0 à 25 cm (eau peu profonde) à 25-50 cm (profondeur moyenne). Ces rizières non irriguées, sont alimentées par la pluie ou par le ruissellement provenant d'un bassin local de réception, ainsi que par les transferts d'une rizière à une autre. Ce riz pluvial est aussi cultivé en eau profonde (50-100 cm), les variétés adéquates sont en cours d'étude. Les contraintes les plus importantes de la production sont les risques de sécheresse temporaire et d'inondation soudaine.

C. La riziculture de montagne ou de plateau

Elle occupe 9% des superficies cultivables de la région. Elle est constituée par : la riziculture sur *tanety* et la riziculture sur *tavy*, qui consiste à brûler la forêt, pour avoir des sols riches en humus, et fertilisés par les cendres. La première année, le rendement est acceptable, grâce à la fertilisation du sol apporté par le *tavy*, mais les années suivantes, les rendements sont dérisoires, la culture se déplace et on assiste à une dégradation de l'environnement.

Cependant, il s'adapte bien à la logique paysanne, qui n'a pas le moyen capital pour investir dans la riziculture irriguée. En premier lieu, les paysans profitent de la saison de

culture *Asara*, parce que les conditions de culture sont favorables. La préparation du sol commence en Décembre, à cause de la saison de pluie. Depuis la préparation du sol jusqu'à la récolte, les conditions climatiques sont favorables au développement du riz. Le rendement est donc, maximum pour les cultivateurs. En second lieu, la culture *Jeby* est irriguée tout au long de son cycle (Juin à Octobre). On montre que dans le contexte du changement climatique, les principaux risques sur la riziculture dépendent de la disponibilité et la distribution de l'eau.

§.3 Les modes d'exploitation

L'exploitant peut utiliser la terre en tant que propriétaire ou en tant que locataire. C'est pourquoi on entend très souvent le terme « modes de faire valoir ». Il désigne la nature des liens contractuels entre l'exploitant d'une terre et le détenteur du droit foncier. On en distingue deux catégories :

- le mode de faire valoir direct ;
- et le mode de faire valoir indirect

A. Le mode de faire valoir direct

Concernant le mode de faire valoir direct, c'est l'exploitation de l'agriculteur lui-même, ses propres terres. Le propriétaire foncier est à la fois exploitant et propriétaire du capital d'exploitation. Le faire-valoir direct est le mode d'exploitation le plus courant dans la région, 75% des paysans sont des propriétaires exploitants.

Tableau n° I : Les avantages et les inconvénients du mode de faire valoir direct

Avantages	Inconvénients
- l'exploitant propriétaire est le maître de lui-même, et il a toute liberté d'action et sa stabilité est assurée. - Il reçoit totalement le revenu de son travail.	- il nécessite un capital important. - la direction de l'exploitation est assurée de façon héréditaire sans qu'un choix soit à l'origine de l'exploitation

Source : Seth Arsène RATOVOSON, *cours d' « économie rurale »*, 3^{ème} année économie, année 2014-2015

Pour ce mode, seule l'exploitant est responsable des profits de son exploitation, et subit aussi les pertes qui en découlent. Ce qui est différent du mode de faire valoir indirect. Nous venons de voir le mode de faire valoir direct, nous allons voir maintenant le mode faire valoir indirect.

B. Le mode de faire valoir indirect

Dans ce mode de faire valoir indirect, l'exploitant est un individu autre que le propriétaire du capital foncier. Ce mode d'exploitation peut se présenter sous deux formes : le fermage et le métayage. Il varie selon le contrat entre les deux contractants, à savoir le propriétaire et le locataire.

1. Le Fermage

Le locataire cultive la terre avec une redevance fixe, soit en nature ou en numéraire. Par ce motif, toutes les productions sont destinées à l'exploitant, parce que la redevance a déjà été fixée au début de l'exploitation. Tous les travaux, le capital d'exploitation sont pris en charge par le locataire ; il subit tout seul les pertes, ou les bénéfices. En général, ce mode d'exploitation est souvent pratiqué dans notre district, car les moyens de production sont modernisés, pour rentabiliser la production.

2. Le Métayage

Dans le métayage, l'exploitant paie en nature ou en espèce le frais de la terre, proportionnellement à l'importance de la récolte. Il travaille et participe quelquefois à une partie du capital d'exploitation. Ici, il y a partage des risques entre le locataire et le détenteur du titre foncier, la redevance s'élève le plus souvent à 50% de la récolte. Prêt gratuit : l'emprunteur cultive gratuitement la terre. D'une manière indirecte, le détenteur du titre foncier tire un profit de ce prêt, car il cède, pour un temps, sa terre au voisin ou à la personne de sa famille, apparemment sans contrepartie, pendant deux ou trois ans.

Dans ce type de contrat, l'exploitant est le métayer. Il doit payer au propriétaire, en nature ou en espèces, une redevance proportionnelle à l'importance de la récolte. Dans le cas d'une hausse de la production, l'exploitant et le propriétaire profitent ensemble, sinon ils subissent des pertes. Ce type de contrat est fréquemment utilisé dans les pays en voie de développement comme Madagascar. La typologie des exploitants agricoles en fonction de leur situation foncière peut se résumer comme suit :

- les propriétaires « excédentaires » en terres qui n'exploitent pas tout leur capital

foncier ;

- les propriétaires « déficitaires » en terres qui prennent des parcelles en location afin d'agrandir leur surface cultivable en cas d'obtention de prêt ;
- les exploitants qui ne possèdent aucune terre ;
- les exploitants « compensés ».

Les plus fréquents sont le partage égal de la production sur les bonnes terres on l'appelle souvent « misasaka ». Dans la région, 15 à 20 % des riziculteurs sont des métayers.

Tableau n° II : Les avantages et les inconvénients du métayage

Avantages	Inconvénients
Le propriétaire reçoit le revenu de son capital foncier sans participer à sa gestion. Le fermier est indépendant ; le loyer est connu à l'avance, il peut choisir le mode d'exploitation qu'il lui convient le mieux.	Le revenu du propriétaire foncier est faible car il reçoit le 1/3 de la production, la production qui pourrait obtenir par le fermier au-dessus de l'exploitant ; la situation de location est précaire à chaque renouvellement de bail ; le droit de reprise de la propriétaire met en danger son maintien sur place.

Source : Seth Arsène RATOVOSON, *cours d' « économie rurale »*, 3^{ème} année économie, année 2014-2015.

À Andapa, la pratique du métayage ou du fermage se fait presque dans toutes les communes. Malheureusement, l'utilisation des facteurs de production modernes semble très rare.

§.4 Les modes de culture pratiqués

La riziculture constitue de loin la principale spéculation de la région avec en moyenne 80 % des superficies en cultures vivrières.

A. La culture sur rizière

Ce sont les cultures qui s'étalent sur les rizières. Cette pratique est dominante du fait que la majorité des surfaces cultivables sont des plaines et se pratique souvent durant la saison de pluie et pendant la saison sèche pour les rizières irriguées ; on l'appelle : « Vary Jeby ». La superficie cultivée en riz connaissait une nette hausse par rapport à celle de la

campagne précédente et ceci dépend de la durée de pluie et de la croissance du nombre de chef de ménage en exploitant des terres nouvelles.

B. La culture sur-brulis

Elle consiste à planter les terrains après les avoir défrichés et brûlés. C'est le second système de riziculture le plus connu dans le district. Pour assurer un meilleur rendement, on pratique de l'abrègement de la jachère qui consiste à laisser en repos le sol pendant 2 ou 3 ans, pour que le terrain accumule les éléments fertilisant durant lequel on défriche une autre parcelle.

§.5 Les Facteurs de Production

Le facteur de production regroupe plusieurs éléments : la terre ou capital foncier, le travail et le capital d'exploitation. Dans les pays en voie de développement, le plus souvent, seul le travail et le capital foncier sont disponibles.

A. La Terre ou le Capital Foncier

La terre constitue la principale source de décollage de la richesse. C'est un facteur d'accroissement de la production qui assure le développement du monde rural. Actuellement, il y a 46 097 ha de terre cultivable dans la cuvette d'Andapa. 95% sont cultivables, et le reste est réservé au pâturage du cheptel de zébus. 30% de terre des 18 communes de ce district sont cadastrées. Moins de 20% des paysans ont des terres titrées dans les 18 communes. Par conséquent, l'organisation semble difficile à cause de cette structure foncière, car la majorité des plaines ne sont pas encore cadastrées. Cela entraîne la faiblesse de l'intensification rizicole. Cette situation réclame une réorganisation du système foncier, dans la perspective de développer le monde rural.

Au niveau des terres agricoles, la plupart des analyses sur la pauvreté en milieu rural Malagasy définit l'appropriation de la terre agricole comme un facteur déterminant de richesse¹. L'accès à la terre peut ainsi apporter une contribution pour le bien-être des pauvres.

Pourtant on constate que la production agricole Malagasy se caractérise par la petite taille de production. En effet, la taille médiane d'une exploitation agricole à Madagascar est

¹ BARRETT et DOROSH, 1996 ; DOROSH et al; 1998 ; RAZAFINDRAVONONA et al ; 2001 ; INSTAT, 2002.

de 1 hectare¹. Comparées aux mesures africaines, ces exploitations sont de petite taille, même pour les grands propriétaires terriens. La dimension est réduite, les superficies ne permettent que de couvrir les frais de survies et rend impossible la création d'un surplus. Les besoins ressentis se modifient très peu. Le passage de l'économie de subsistance à l'économie du marché est lent. L'autoconsommation retient 75 à 95% de la population². La non-possession de terre agricole à Madagascar est fortement liée au manque d'autres formes de capitaux productifs (y compris l'éducation).

La Terre joue un rôle particulier dans l'activité agricole. Les techniques agricoles exigent d'être développées sur des grandes étendues de terre, les superficies des exploitations agricoles se mesurent souvent en hectares. Comparativement à l'activité industrielle, la terre est un facteur de production important pour la pratique de l'activité agricole. Par ailleurs, l'abondance ou non des terres peut justifier le système de production pratiqué. Ainsi, dans les zones où le facteur terre est limitée, l'activité agricole sera plus intense en capital ou en travail. Contrairement aux zones dans lesquelles ce facteur est abondant, l'activité sera extensive.

B. Le Capital d'Exploitation

Dans le secteur agricole, le capital d'exploitation tient une place importante, dans la riziculture. Il y a deux sortes de capital d'exploitation : le capital technique et le capital financier.

1. Le Capital financier

Le capital financier valorise les investissements, quelle que soit l'activité. En général, toute activité nécessite un financement, or les organismes financiers n'acceptent pas de crédit spécialisé pour les paysans. Ce capital joue un rôle dans le financement de l'exploitation. L'absence de crédit, dès la production freine le développement agricole.

Dans le district d'Andapa, on a deux organismes financiers : la BOA, et l'OTIV. Malheureusement, ces organismes financiers, n'octroient pas de crédit agricole au profit des producteurs. D'ailleurs, le mode de remboursement de crédit ne tient pas compte de la situation des producteurs. C'est pourquoi, les paysans ne peuvent pas améliorer leurs techniques d'exploitation, ni accroître leurs superficies cultivables, à chaque année

¹ Bart MINTEN ; Rolland RAZAFINDRAIBE , «Agriculture, pauvreté rurale et politique économique », Edité par : Bart MINTEN, Jean-Claude RANDRIANARISOA, Lalaina RANDRIANARISON, Novembre 2003, p.38.

² INSTAT, EPM, Rapport principal, 2001, p.21.

culturelle. En somme, le capital d'exploitation est un facteur déterminant pour l'accroissement de la productivité rizicole. Malheureusement, il n'est pas très développé en milieu rural. La force de travail permet de mettre la terre en valeur.

2. Le Capital Technique

Le capital technique est l'ensemble d'éléments agricoles, nécessaires à l'exploitation. Il est formé par le cheptel vif et le cheptel mort.

a. Le cheptel vif

Le cheptel vif est composé de l'ensemble du bétail employé dans l'exploitation agricole. Il comporte des avantages pour la vie de l'homme : il garantit le plein emploi de la main-d'œuvre familiale, il forme l'humus, et de l'argent liquide suite à la vente de bétail, du lait, de viande, etc. Mais on utilise rarement le capital mort.

b. Le cheptel mort

Le cheptel mort se définit comme l'ensemble de matériels roulant ou à traction et d'installation fixe c'est-à-dire l'utilisation de l'automatisation et de la mécanisation. Mais son utilisation occasionne des charges supplémentaires pour l'exploitant.

C. Le Travail

Le travail constitue le deuxième facteur principal de la production. Selon la spéculation, il se présente de différentes manières. Pour la riziculture irriguée ou non irriguée, il s'agit d'un simple, soit de double soit de quadruple passages de zébus, afin d'accomplir la tâche. Les zébus s'occupent du défrichement des terrains cultivables.

En ce qui concerne le « tavy », il s'agit de la déforestation, dans un premier temps, ensuite de la brûlure qui est la dernière étape, avant le semis. L'union des paramètres de production assure le développement de la productivité rizicole. Cependant, dans les milieux productifs, les paysans subissent la conséquence de la baisse du rendement agricole, à cause de l'absence d'assistance technique et d'encadrement.

Le travail occupe une place importante dans la production agricole, il constitue la manière de la mise en valeur de la terre. Il est différent selon le type de spéculation. Dans l'agriculture, il existe deux types de travailleurs, tels que le travailleur permanent, c'est le travailleur familial ou salarié, employé toute l'année sur l'exploitation agricole, et le travailleur temporaire ou saisonnier, qui est le travailleur non employé de façon permanente sur l'exploitation agricole. Prenons par exemple, les Merina, qui, migrent saisonnièrement à

Andapa, pendant la saison de récolte c'est-à-dire du mois de Mai et Juin.

Les problèmes sur ce facteur de production sont axés sur la sous-alimentation, qui engendre la paresse et la faiblesse de force de travail, l'utilisation de la petite machine et l'existence des jours tabous (*Andro Fady*). En général, les jours tabous sont le Jeudi et le Dimanche. Il y a donc 96 jours de repos. Les agriculteurs ne travaillent que 269 jours par an.

De nos jours, dans ce district, la pratique de l'entraide est inhabituelle. Dans le but d'augmenter la productivité, la quantité et la qualité des produits, le revenu des travailleurs et aussi de rendre le travail moins fatigant et aussi court, il faut améliorer les conditions de travail, par la mécanisation. Cependant, la recherche du plein emploi, tout au long de l'année, est essentielle pour éviter le chômage partiel durant certaines périodes. Pour terminer ce paragraphe, la combinaison des facteurs de production joue un rôle très important pour l'accroissement de la productivité agricole. Pourtant, l'absence d'assistance technique et d'encadrement des paysans entraîne un mauvais rendement dans les zones productrices.

SECTION II : QUELQUES THÉORIES LIÉES À L'ÉCONOMIE RURALE

Il est intéressant de faire cette étude sur les approches et les concepts de la riziculture dans le développement économique. Nous avons pris quelques acteurs de références pour bien orienter notre sujet.

§.1 L'approche secteur, filière et secteur clé

Le secteur est un ensemble d'entreprises exerçant la même activité principale. Il désigne aussi une partie de l'activité globale. On distingue ainsi selon le critère juridique : le secteur public, le secteur privé qui comprend le secteur associatif. La distinction courante basée soit sur le rythme des gains de productivité liés au progrès technique, soit sur les phases historiques de développement permet de classer le secteur primaire (pêche, agriculture, sylviculture, industrie extractive selon certains), le secteur secondaire (industrie de transformation, bâtiment et travaux publics), le secteur tertiaire (services, enseignements, banque, recherche, transport, distributions...).

La filière est un ensemble articulé des activités productives qui alimentent un marché final donné. Dans un autre sens, la filière est un groupement d'activités liées par des relations de fournisseurs à clients. Ces deux (02) concepts débouchent sur des stratégies industrielles opposées. Le premier conduit à des stratégies de différenciations, la seconde à

celle de l'intégration. Le secteur qui joue un rôle moteur entraînant pour les autres ou qui peut contribuer à l'apparition d'un goulet d'étranglement pour le reste de l'économie au cas où il ne peut pas augmenter sa production. Les secteurs ou branches clés sont mis en évidence par la matrice de Leontief ; il correspond aux secteurs qui ont les coefficients techniques de production ou de distribution les plus élevés. Si un secteur exerce un pouvoir économique sur les autres, se manifestant par l'attraction des hommes, des capitaux et des marchandises et des effets d'entraînements, ce secteur est un pôle de croissance donc il est considéré comme un secteur clé.

A. La Loi d'Engels¹

La loi d'Engels énonce comment se modifie la structure de la consommation lorsque le revenu d'un ménage augmente. Première loi : la part du revenu affectée aux dépenses d'alimentation est d'autant plus faible que le revenu est élevé. Deuxième loi : la part affectée aux dépenses de vêtements, logement, chauffage et éclairage est sensiblement identique, quel que soit l'importance du revenu. Troisième loi : la part affectée aux besoins d'éducation, santé, voyage, augmente plus vite que le revenu.

B. La loi de développement de Rostow

ROSTOW affirme dans sa théorie de l'évolution économique que la croissance économique se fait en 5 étapes² dont la première étape est la société traditionnelle dont l'agriculture et la pêche est la principale activité. La deuxième phase est la phase préalable au décollage avec une mutation de la structure traditionnelle grâce au changement qui touche l'agriculture (amélioration des techniques, exode rural) et qui bénéficie au développement de l'industrie. La troisième phase est le décollage économique où les découvertes techniques se généralisent et s'appliquent dans tous les domaines de production avec développement de quelques industries motrices qui ont des effets de liaison en amont et en aval. La quatrième phase est la maturité technologique et la dernière phase est l'ère de la consommation de masse. Le passage d'un type d'activité à un autre suscite de création d'emploi plus importante suivant l'évolution de l'étape.

C. Le concept physiocratique

Pour la pensée économique des physiocrates, l'économie est définie comme une science des richesses matérielles.

¹ J.LONGATTE, P.VANNHOVE, *Économie générale*, édition Dunod, Paris, 2001, p.119.

² W W ROSTOW, *Les 5 étapes de la croissance économique*, 1970, Le Seuil, Paris, p.15.

1. La notion de produit net

François QUESNAY (1694-1774)¹ est le principal auteur de ce courant de pensée.

L'agriculture est la seule activité capable de produire un « produit net » selon la physiocratie. Un surplus agricole peut être dégagé par l'agriculture d'où l'appellation produit net. Quesnay est le premier à s'opposer au mercantilisme. Pour développer l'économie il préconise le libéralisme, l'État doit donc être neutre pour les physiocrates. Le protectionnisme et l'interventionnisme sont créateurs de déstabilisation. Les physiocrates sont d'ailleurs considérés comme les précurseurs du libéralisme. Quesnay appelle à la libéralisation du commerce, la libre circulation et le libre-échange car les relations économiques sont déjà ordonnées par la nature. Dans le cadre de la production matérielle, l'agriculture est primordiale. Sur le plan économique, l'État est également neutre. Son rôle est réduit au rôle de l'État gendarme.

2. Le Tableau économique

Le « *Tableau économique* » de Quesnay montre l'existence des lois économiques. Ce tableau montre à la fois le processus de production et de reproduction. Il fait apparaître des principes par lesquels les dépenses donnent vie à la production. Il y a des règles de l'emploi et de la régénération, c'est-à-dire de la consommation et de la reproduction. Les règles exactes de flux et de reflux dans la circulation existent également. Selon Quesnay, ce sont les lois naturelles méconnues que la science des physiocrates a découvertes, donc on doit les respecter.

La production est un processus de reproduction de produit et de reproduction de capital. La reproduction est réalisée au cours du processus de circulation comme l'achat des matières premières et la location des terres. La circulation se réalise de manière à octroyer à l'ensemble du système économique une stabilité. Elle permet d'identifier les liens d'interdépendance entre les différentes classes de la société. Dans la production, les différentes classes jouent des rôles économiques : la répartition et la reproduction. L'analyse des physiocrates est en termes de flux, donc elle est de type macroéconomique.

D. La théorie de David Ricardo²

Le contexte historique vécu par Ricardo est marqué par la révolution industrielle et

¹ LEMIARY : cours des « faits et pensées économiques », 1^{ère} année économie, année 2010-2011 à l'Université de Toamasina.

² Angelina VAVISOA : cours des « théories économiques », 3^{ème} année économie, année 2012-2013 à l'Université de Toamasina.

le capitalisme industriel. La théorie de la répartition attire l'attention de Ricardo, plus précisément la théorie de la répartition du revenu.

1. La théorie de la répartition

Ricardo (1772-1823) est l'auteur de l'ouvrage « *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* » (1817). Son analyse sur cette théorie lui a permis de dégager le phénomène de la rente foncière. La rente se définit comme étant le loyer ou le revenu payé au propriétaire du sol. Pour Ricardo, le problème consiste à déterminer les lois réglant la distribution du revenu entre les classes sociales. Ces classes sont : les propriétaires fonciers, les travailleurs et les capitalistes. Ce qui intéresse Ricardo, c'est la rémunération de ces classes. Le revenu est la rémunération des classes sociales. Il existe trois types de revenu : la rente, le salaire, et le profit. La rente du sol rémunère les propriétaires fonciers, le salaire rémunère le travailleur, et le profit rémunère le capitaliste.

L'analyse de la répartition du revenu fait apparaître la notion de rente différentielle. La rente appelée rente différentielle résulte de la différence de fertilité des terres. Par conséquent, plus la fertilité du sol est élevée, plus la rente est forte. Les terres font aussi face à des rendements décroissants, donc, les prix des denrées agricoles augmentent. Comme la terre a aussi ses limites, les nouvelles terres à exploiter seront donc de moins en moins fertiles. C'est l'explication du principe de la loi différentielle.

L'augmentation de la production est inévitable malgré les rendements décroissants de la terre, car la croissance démographique s'accélère. La hausse de la demande de travail s'explique par l'accroissement de la production, d'où l'augmentation des salaires. La croissance de la population peut se comprendre également par l'amélioration des salaires. Sur le long terme, le salaire se fixe au minimum vital, et il dépend du prix des denrées agricoles.

Le minimum vital n'est autre que le salaire naturel. Les rendements décroissants dans l'agriculture entraînent une hausse du coût de production et des prix des denrées agricoles. En ce qui concerne le profit, il est déterminé par la différence entre le produit de la vente et les salaires. Les propriétaires des terres les plus fertiles bénéficient donc d'une part importante de rente.

2. La rente ricardienne

Dans la théorie de la rente de Ricardo, il explique que le capitaliste investissant dans l'agriculture garde toujours un profit au taux normal. Le taux de profit ne connaît pas une

forte variation quel que soit le terrain utilisé. Seule la rente est affectée par la différence dans la qualité des terrains. La rente comprend donc par la différence des qualités des terrains.

Elle est tout simplement l'avantage que les propriétaires des terrains de meilleures qualités reçoivent. La rente foncière est la rente qui intéresse le plus Ricardo. La rente foncière est une portion du produit de la terre que l'on paie au propriétaire. Ce paiement permet d'avoir le droit d'exploiter les facultés productives du sol.

La rente foncière est un don gratuit de la nature. Elle revient aux propriétaires fonciers en raison de leur pouvoir de détention de la terre. Les rendements décroissants de la terre ainsi que la croissance démographique conduisent l'économie à un état stationnaire. Ricardo parle de l'état stationnaire de l'économie car la hausse du prix des denrées va entraîner par la suite une hausse des salaires et une baisse des profits. Cette situation s'accompagne également par une baisse des investissements, par conséquent, la croissance est bloquée. Pour garder les prix à un bas niveau, Ricardo préconise une politique de libre-échange et le commerce international. En effet, ces stratégies sont efficaces même s'ils ne visent que le court terme.

Face à cette situation, la théorie des avantages comparatifs de Ricardo, l'une des théories les plus célèbres de la science économique s'est développée rapidement. Avec le développement de la division du travail, la spécialisation est également incontournable.

§.2 La loi de débouché et la théorie de la population

Il existe étroitement une relation entre la loi de l'offre et de la demande avec celle de la population car cette dernière aura tendance à croître selon une progression géométrique, alors que les ressources ne peuvent croître que selon une progression arithmétique.

A. La loi de débouché de J.B Say¹

La loi de Say, ou *loi des débouchés*, stipule que « plus les producteurs sont nombreux et les productions multiples, plus les débouchés sont faciles, variés et vastes ». Dans une économie où la concurrence est libre et parfaite, les crises de surproduction sont impossibles. Il ne peut y avoir de déséquilibre global dans les économies de marché et de libre entreprise, il y a un équilibre spontané des flux économiques (production, consommation, épargne, investissement). Cette loi est parfois réduite à tort à la formule «

¹ Maurice BASLÉ, Histoire des pensées économiques : les fondateurs, 2^{ème} édition, Edition Dalloz, 1993, p.310

toute offre crée sa propre demande ». Un meilleur résumé de cette approche serait : « on ne dépense jamais que l'argent qu'on a gagné ». Alors, quand les pêcheurs capturent des poissons, ils gagnent de l'argent en vendant sa production sur le marché alors il y a une stimulation des autres activités économiques.

B. La théorie de population de Malthus¹

Cette théorie a mis en relation la croissance démographique et la croissance de production. Selon, cette théorie de population, la population s'accroît avec un rythme géométrique alors que la production n'augmente que d'un rythme arithmétique. Cette théorie permet alors d'expliquer le fait qu'il puisse y avoir un déséquilibre sur le marché de biens et services puisque la demande de biens de consommation serait supérieure à l'offre disponible. Et d'une autre manière, si la taille de la famille augmente plus rapide que la production issue de sa propre exploitation, on assiste à une pénurie et une hausse du prix des denrées alimentaires.

Donc, vu la hausse du prix, les populations pauvres ne peuvent plus se nourrir d'où la notion de « sélection naturelle ». La production des ressources halieutiques est limitée et ne peut pas suivre le rythme de l'augmentation de la population, d'où le rationnement de l'exploitation pour assurer la notion de développement durable.

¹ Angelina VAVISOA (2012-2013), « *cours des théories économiques* », 3^{ème} année d'économie, à l'université de Toamasina.

CHAPITRE II : L'IMPORTANCE DE LA PRODUCTION RIZICOLE DANS LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

La riziculture constitue une opportunité énorme pour l'économie locale. Pour mieux l'illustrer, nous allons voir la rentabilité de la culture du riz et sa commercialisation et enfin les bienfaits du surplus agricole.

Pour Daviron D. et Fousse W. (1993), la compétitivité d'une filière d'exportation représente l'aptitude d'un pays à acquérir des parts de marchés. Cependant, au lieu de nous intéresser aux marchés extérieurs, dans le cadre de notre étude, nous parlerons de la compétitivité d'un produit sur le marché local, en cherchant à connaître quelle est sa capacité à affronter la concurrence, c'est-à-dire à s'imposer devant des produits semblables.

SECTION I : L'ÉTUDE EN AMONT DE LA PRODUCTION DU RIZ

Elle peut donc se fonder sur le prix, la qualité, l'emballage. Plus loin, nous rendrons compte des actions que peuvent entreprendre les producteurs et l'État, en vue de favoriser la compétitivité des produits agricoles. Nous verrons également les méthodes d'amélioration de la qualité du riz en Afrique subsaharienne.

§.1 La rentabilité de la culture de riz

Pour le producteur, le but ultime de son activité agricole est la satisfaction d'un certain nombre de besoins, à partir des produits obtenus ou des revenus provenant de la vente de ces derniers (Yegbemey, 2010)¹. Pour atteindre ce but, le producteur doit prendre une série de décisions techniques relatives à l'affectation des différentes ressources à sa disposition (terre, capital-argent, moyens de production et force de travail disponible).

De manière classique, l'exploitant oscille entre les deux pôles, lorsqu'il définit ses choix techniques qui sont, d'un côté, la maximisation de la valorisation de la ressource relativement la plus rare, que ce soit la main d'œuvre ou la terre, et de l'autre côté, la minimisation des risques. Entre ces deux pôles, quatre modèles classiques sont à distinguer : l'autosubsistance, la maximisation du revenu agricole à l'hectare, la maximisation du revenu agricole par unité de travail familial, et enfin, la rentabilisation maximale de l'argent (du capital-argent), investi ou la maximisation du profit (Yegbemey, 2010). Ces modèles restent cependant théoriques. En effet, selon Adégbidi (1994) de nombreux exploitants poursuivent une certaine combinaison des six objectifs suivants : (i) assurer la sécurité

¹ YEBEMEY 2010 : AA PARAIS So, A CG SOSSOU, RN YEBEMEREY, G BIAOU, journal de la recherche scientifique de lame 13 (1) 20-37 (consulté le 28/12/2014).

alimentaire du ménage ; (ii) assurer un revenu monétaire en vue de faire face aux autres besoins matériels ; (iii) minimiser le risque ou tout simplement survivre dans un environnement incertain ; (iv) maximiser le temps de loisir et d'exercice d'activités annexes; (v) accroître le patrimoine du ménage.

A. Le coût de production

L'encadrement dont fait l'objet les systèmes de production de riz, avec maîtrise d'eau (c'est-à-dire les systèmes de production disposant d'infrastructures d'irrigation), permet d'appréhender toutes les composantes des coûts de production. Mais pour ce qui est des autres modes de production, sans maîtrise d'eau, l'encadrement des riziculteurs est beaucoup plus relâché et les itinéraires techniques plus divers, rendant les composantes de leurs coûts très variables et difficiles à appréhender.

Les références concernant les coûts de production sont relativement nombreuses, mais leur rapprochement est rendu difficile pour plusieurs raisons :

- Elles n'ont pas le même degré de représentativité, puisque certaines d'entre elles sont ponctuelles et ne se réfèrent qu'à des cas précis, tandis que d'autres ont un caractère plus général ;
- Les origines dans le temps sont différentes ;
- Les prix des moyens de production sont différents, sans que l'on puisse faire la part, dans ces différences, entre ce qui est dû à l'intervention de l'État (par la politique tarifaire, les subventions, etc.) et ce qui correspond à des prix réels ;
- Les systèmes de production sont voisins, mais non identiques.

Pour éviter tout problème, nous ne prendrons, pour notre étude, que le cas du système de production avec maîtrise de l'eau, dans lequel les modes de culture ne diffèrent que très peu, et les rendements sont homogènes et réguliers.

B. Le rendement agricole

On appelle rendement, la quantité de produits récoltés sur une surface cultivée donnée. Il est souvent exprimé en quintaux métriques (1q = 100 kg) par hectare, pour les grains, ou en tonnes, par hectare, pour les produits riches en eau (racines et tubercules, fruits,...). Ce terme, consacré par l'usage, est impropre, puisqu'un rendement est une grandeur sans dimension, le numérateur et le dénominateur ayant la même unité.

Le vrai rendement serait donc le rapport entre la quantité récoltée et la quantité de semences, qui a été utilisée pendant des millénaires ("*un rendement de 5 pour 1*", disait-on par exemple). Ou bien un rendement énergétique, rapport entre la quantité de calories produites et celle dépensée pour la produire.

C. La commercialisation et l'organisation du marché

La commercialisation du riz dans ce district est faite par la plupart des paysans, par gobelet ou « kapoaka » et en kilogramme. En général, les paysans vendent leur riz après transformation en riz blanchi, qui se fait au niveau des ménages eux-mêmes.

Les prix ont connu une hausse importante généralisée dans toutes les localités du district. Cette hausse est de près de 400 Ariary le gobelet (kapoaka), par rapport à 2015, à la même période, au mois de juillet. Le prix actuel se situe entre 450 Ariary, le niveau le plus bas, et 550 Ariary le plus élevé, alors qu'il était de 300 à 350 Ariary l'année dernière.

La commercialisation est une série de fonctions séquentielles accomplies, assurant le transfert d'un produit, depuis la production, jusqu'à la consommation. Elle joue un triple rôle dans le développement d'un pays : assurer la redistribution des biens alimentaires entre les régions excédentaires et les régions déficitaires, permettre la répartition du revenu entre les divers agents de la commercialisation, stimuler la production, la transformation et la commercialisation (DESA, 1991 cité par Koffi-Tessio et al, 2000)¹.

§.2 Le surplus agricole

En général, le surplus est l'excès de la production sociale sur les ressources nécessaires pour l'obtenir. En revanche, les avis divergent sur ce qu'il faut considérer comme production et comme ressources, et sur leur mesure. L'accession à la croissance nécessite la réalisation des surplus agricoles, ne serait-ce que pour assurer la subsistance de ceux qui sont en dehors du secteur agricole.

A. La réalisation de surplus

Pour réaliser le surplus, il y a existence d'un écart positif entre le volume de production alimentaire et la quantité de subsistance nécessaire à ceux qui le réalisent :

$$\text{Production} - \text{consommation} = \text{surplus}$$

¹ Ir Jacob Afouda YABY, département d'économie et Sociologie rurale, faculté d'agronomie, Université de Pakou, 2012.

La réalisation de surplus est possible, dans le type d'agriculture de marché, mais pas dans l'agriculture de subsistance, car elle demande beaucoup plus d'augmentation de quantité et de qualité des produits. Ainsi, l'accélération de la croissance économique est associée très strictement à la production et l'utilisation du surplus. En principe, s'il y a stabilité de la croissance démographique, et si on arrive à vendre le surplus agricole, il y a alors augmentation du revenu des exploitants, et la condition de vie de la population va s'améliorer, d'où la croissance.

B. L'importance du surplus

Elle se présente comme une condition de la croissance. Ainsi, la constitution d'un surplus est, en effet, un préalable à tous processus de développement. L'accroissement de la production peut être considéré par les producteurs comme accidentel. De ce fait, si un surplus existe dans une région, ou dans un pays, il y a croissance pour la région et pour le pays. La croissance démographique peut absorber la totalité de l'accroissement de la production.

En général, l'augmentation de la production entretient la croissance démographique. Par ailleurs, la théorie de Malthus (1798)¹ explique que « *pour qu'il y ait accroissement de l'économie, le taux de croissance de la production doit être substantiellement plus élevé que le taux de croissance de la population* ». Aucun développement ne peut durer, si le surplus n'est pas disponible. La croissance économique est alors bloquée, mais le surplus agricole entraîne une différenciation sociale et engage l'économie sur la voie de la croissance.

C. Les bienfaits du surplus

Une fraction initiale de surplus est utilisée pour fournir au monde agricole une ration, en rapport avec le travail accompli. Le surplus est employé pour avoir accès aux marchés locaux ou étrangers, et peut être converti en une épargne mobilisable. L'accroissement de la production permet de libérer une économie, afin de briser l'isolement, et de rompre avec l'état de stagnation. L'accession à la croissance suppose une transformation des structures productives.

Les retards de croissance se caractérisent par l'allure rudimentaire des techniques utilisées et leur faible niveau de connaissances. Une telle situation est due à l'absence des équipements matériels et au manque d'infrastructures hydro agricoles.

¹ Gabriel RANDRIAMAHEFA, « *cours de Démographie* », 2^{ème} année économie, année 2008-2009, Université de Toamasina, département d'Économie.

SECTION II : LA PLACE DE LA RIZICULTURE DANS LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Que ce soit dans les zones productrices ou dans l'ensemble du territoire malgache, l'impact économique de la riziculture est important. Elle est source de croissance économique du fait qu'elle peut augmenter le PIB, le revenu national et elle crée des emplois. L'agriculture étant le secteur clé de l'économie, en occupant 70% de la population active.

§.1 L'action du riz dans le PIB, du revenu et d'emploi

Généralement, dans un pays, l'agriculture y contribue pour une large proportion au PIB dans la mesure où elle est le secteur qui emploie le plus de main-d'œuvre et qui produit le plus de richesse.

A. Le riz dans le PIB

L'importance du riz dans l'économie malgache est effectivement indéniable. Les performances de la filière déterminent de manière significative celle du secteur agricole. En effet, la hausse de la production rizicole en 2011 (+7,3%) et 2013 (+7,5%) s'est traduite par une bonne performance de la production de la branche agriculture, avec des croissances respectives de +5,5% et +2,5%.

D'une part, la majorité des riziculteurs recherchent d'abord l'autosuffisance en riz des ménages. L'autoconsommation d'une partie ou de la totalité de la récolte de riz constitue une forme d'assurance contre le risque, le prix du paddy à la récolte, pour les surplus des riziculteurs très peu incitatifs. D'autre part, ils cherchent à réduire l'instabilité de leurs revenus, par une diversification des activités de rente. Les agriculteurs maximisent l'autonomie de l'activité vis-à-vis de la contrainte de trésorerie, mais entravent la modification des pratiques culturelles et d'adoption de nouvelles techniques de production

Le riz est un des piliers de l'agriculture malgache, il couvre 1,4 millions d'hectares sur la grande île. L'ampleur du secteur rizicole dans le PIB peut être reflétée suivant les différentes optiques de calcul du PIB.

1. Suivant l'optique produit

PIB = VA des secteurs institutionnels résidents + TVA et autres impôts sur les produits nets de subventions + Droits de douanes nets de subvention à l'importation.

Dans cette optique, le riz contribue énormément au PIB par son apport dans la **valeur ajoutée**. La filière d'approvisionnement en riz constitue la première activité économique de Madagascar en termes de volume.

2. Suivant l'optique-dépense

$$\text{PIB} = \text{Consommation finale sur le territoire économique du pays} + \text{FBCF} + \text{Variation des stocks} + \text{Exportation} - \text{Importation}$$

La consommation finale sur le territoire économique malgache est constituée en majorité par la consommation de riz. La consommation moyenne de riz d'un Malgache (à 80% rural) s'élève entre 120 à 140kg par an. Elle est un peu plus élevée dans les grandes villes et légèrement faible dans le milieu rural.

3. Suivant l'optique-revenu

$$\text{PIB} = \text{total de revenus dans le territoire}$$

Le riz constitue la totalité des revenus des paysans soit 80% de la population totale. Donc, il contribue énormément à la formation du PIB. Les diverses sources de revenu des ménages ruraux sont : les activités agricoles, les activités salariées, d'autres activités principales ou secondaires (transformation des produits, artisanats, commerce), ainsi que des revenus fonciers. Ces revenus peuvent être sous forme monétaire ou en nature.

D'une part, la majorité des riziculteurs recherchent d'abord l'autosuffisance en riz des ménages. L'autoconsommation d'une partie ou de la totalité de la récolte de riz constitue une forme d'assurance contre le risque, le prix du paddy à la récolte, pour les surplus des riziculteurs très peu incitatifs. D'autre part, ils cherchent à réduire l'instabilité de leurs revenus, par une diversification des activités de rente. Les agriculteurs maximisent l'autonomie de l'activité vis-à-vis de la contrainte de trésorerie, mais entravent la modification des pratiques culturelles et d'adoption de nouvelles techniques de production.

B. Le riz, source de revenu des paysans

Le riz constitue la part la plus importante de revenus d'exploitation des ménages ruraux. Cependant, dans les régions du Sud ce sont les autres cultures et l'élevage qui dominent. Dans les régions de la Côte Est, le revenu provient essentiellement des cultures de rente en particulier vanille, café, girofle, letchi.

Selon le cahier du Réseau des Observatoires Ruraux (ROR2002), 50% des revenus disponibles des ménages proviennent des revenus monétaires tels que les ventes de produits

agricoles non autoconsommés et des produits de l'élevage, les salaires, les revenus fonciers, les revenus tirés des activités principales ou secondaires autres que celles de l'agriculture.

Ainsi, l'évolution des revenus des paysans dépend de 3 principaux facteurs :

- Évolution de la production agricole (notamment le riz) liée aux conditions climatiques ;
- Facteurs liés aux marchés : prix, segmentation des marchés, opacité, manque de concurrence... ;
- Fragilité des revenus tirés des activités secondaires en milieu rural.

Les diverses sources de revenu des ménages ruraux sont : les activités agricoles, les activités salariées, d'autres activités principales ou secondaires (transformation des produits, artisanat, commerce), ainsi que des revenus fonciers. Ces revenus peuvent être sous forme monétaire ou en nature.

C. La création d'emplois

Le rôle moteur d'un secteur passe par le nombre d'emplois qu'il offre. Le volume de travail généré simplement par la production rizicole (hors transport, transformation, commercialisation) correspond à 242 millions de jours de travail par an, soit l'équivalent de plus d'un million d'emplois à plein temps auxquels s'ajoutent près de 70 000 emplois salariés générés en aval de la production (transformation, commercialisation). Le secteur emploie directement 970 000 personnes et indirectement, dans les filières en aval, 70 000 Malgaches. Avec les systèmes de culture SRA et SRI, le travail salarié est maximisé (85-90 jours de MO salariée/ha)¹. Ce qui explique partiellement leurs difficultés de diffusion.

En amont, au niveau de la commercialisation, la filière offre de travail aux fournisseurs de riz tels que : les collecteurs, les grossistes, les détaillants ou épicerie ainsi qu'aux vendeurs des équipements et matériels agricoles.

En général, les emplois créés par la pratique de la culture de riz sont de main d'œuvre journalière, mais, il existe aussi d'autres emplois. Les techniques de culture de riz restent, dans une large mesure, traditionnelles et exigent un recours important à la main d'œuvre salariée. Durant une campagne, un ménage malgache mobilise en moyenne 20 à 72 hommes.

La promotion de cette filière peut éradiquer l'insécurité alimentaire car la filière riz est également génératrice d'emploi et distributrice de revenus, à travers la

¹ Barrett et Dorosh, 1996; Dorosh et al; 1998; Razafindravonona et al; 2001 ; INSTAT, 2002.

commercialisation des intrants, l'équipement et les matériels dans les services d'appui au milieu rural. Il est intéressant de voir les perspectives du riz à Madagascar.

§.2 Au niveau social et politique

Le riz occupe une place centrale dans la société : sa contribution à l'emploi et aux exportations devrait en faire un facteur central de la croissance économique. Par ailleurs, la situation du secteur détermine les conditions de vie de la majorité de Malgaches.

A. Le riz à la base de la puissance et des décisions politiques

Comme il a été vu dans la première partie concernant les politiques agricoles, le riz a été au centre des décisions politiques : Sectorielle (rizicole), Nationale, Régionale, Locale, Étatique ou libérale, quels que soient l'époque où le gouvernement en place.

Aujourd'hui, la politique agricole malgache vise l'augmentation de la production nationale de riz. Elle ambitionne de faire de Madagascar le grenier à riz de la région de l'Océan Indien et de l'Afrique de l'Est afin d'assurer l'autosuffisance, de permettre à Madagascar de faire face à la crise alimentaire mondiale et aussi d'exporter les excédents.

La maîtrise de la filière riz peut également renforcer la puissance du pouvoir en place. Ainsi, le gouvernement pratique le SRI vulgarisé dans la vitrine de Madagascar.

B. Le riz et la santé

Le riz constitue le principal apport calorique des Malgaches. Les ménages urbains prennent 85% de leur repas avec du riz. Le riz contribue à la santé des Malgaches. En effet, le riz est très riche en amidon qui est un sucre lent. L'amidon est de couleur blanchâtre et correspond aux réserves du grain de riz, réserves nécessaires à sa germination. Grâce à la mise en évidence de l'amidon, une personne peut pratiquer une activité élevée.

Le riz apporte aussi des vitamines et des protéines indispensables à la croissance et à la protection de l'organisme. Néanmoins, le blanchiment qui consiste à débarrasser le riz décortiqué du péricarpe et de certaines cellules de l'albumen enlève les cellules dont la valeur alimentaire est la plus grande (riches en vitamines et en protéines).

Malgré que le riz apporte divers nutriments, il ne suffit pas pour assurer la santé toute entière d'une personne. Il convient de compléter le riz avec d'autres aliments. Le riz est ancré dans la culture et les rapports sociaux Malgaches. Lors des repiquages, on a besoin de beaucoup de main-d'œuvres ce qui favorise l'entraide sociale.

§.3 La place du riz dans le développement socio-économique et culturel

Les Malgaches utilisent le riz afin de traverser les étapes de la survie pour diverses raisons. Nous allons les voir ci-après en détails.

A. La culture du riz et la tradition

Vu l'innovation de la culture du riz dans la zone d'étude, la population ne sous-estime pas la coutume envers la culture agricole. Comme la plupart de la population sont des Tsimihety, il y a aussi le *Betsimisaraka*, le *Merina*, *Antandroy*,...mais d'après l'enquête qu'on a fait au sein de Tsimihety, leur tradition avant la première récolte, ils coupent la tête de coq pour remercier les ancêtres et demande de la bénédiction.

Dans les sept jours de la semaine, il y a deux jours pendant lesquels les gens ne doivent pas travailler. C'est le jour tabou ou *andro Fady*. Le mardi et le jeudi, les gens restent dans leur village. Les femmes font les travaux ménagers mais à la maison. Le jour *fady* c'est le moment d'échanger des informations entre les membres de la famille. Et s'il y a un mort, tombé le jour *fady*, alors il faut attendre un jour favorable pour l'enterrer. Le travail des champs, selon les traditions des *Betsimisaraka* dans cette commune, est interdit tous les mardis et les jeudis, une interdiction bien assimilée et respectée par la population non chrétienne. Cela n'empêche certains ménages de travailler leurs champs de cultures pendant ces jours tabous. Il s'agit des fidèles des différentes confessions religieuses.

À nos jours, même si les paysans ont des mains d'œuvre salariales (journaliers ou mensuels) payées soit en nature ou en argent, l'entre aide existe encore pour faire durer la réciprocité d'amitié, comme le « *fandriaka* », « *farimbona* », « *tambirô* ». Le savoir-faire ancestral est bien ancré dans les mœurs et traditions.

B. La nécessité du riz à la vie de chaque villageois

Grâce à l'effort de chacun via leur production, chaque année, ainsi que les paysans à un peu de projet pour améliorer leur vie familiale et quotidienne surtout au mois de juin à juillet et décembre. Les paysans pourraient acheter les matériels pour leur travail dans la rizière comme petit tracteur, machine de décortiquerie (d'épailleurs), de bien de la maison comme le panneau solaire, des tôles grâce aux diverses activités liées à la filière rizicole et qui se multiplie avec activité sur la culture de rente qui rend l'amélioration de la vie des paysans.

C. Le riz et la survie familiales

Le riz assure aussi la survie de la plupart de la famille, en plus nous avons toujours besoin quotidiennement aussi bien à la maison ou à ailleurs. Nous prenons l'exemple : commence mois de juillet jusqu'à novembre c'est le moment de la cérémonie comme *tsaboraha*, d'exhumation des morts, *tsikafara*, *rasahariana*.

La cérémonie qu'on a assistée durant la descente sur terrain nous a permis de constater que la famille réserve au moins 3 à 4 tonnes de riz en paddy, pour la célébration de cérémonies. Et les zébus ne sont pas considérés dans la sortie d'argent car la plupart de temps ils sont offerts par la famille. Le riz est très important non seulement comme aliment de base mais aussi une source de revenu pour assurer les différentes dépenses de la famille. À la veille de la fête, il y a dans le village les gens qui tuent les zébus et pour la vente en *trôko-be*, et les paysans qui n'ont pas les moyens de payer cela en argent, ils font l'échange contre du paddy.

La riziculture est importante dans la vie socio-économique de la population Malgaches en général et pour celle d'Andapa en particulier. D'autant plus, le riz constitue un produit de première nécessité et joue à la fois un rôle économique, social et politique. Sur le plan social, le riz entre dans l'alimentation humaine et constitue une nourriture de base surtout pour les Malgaches pour la grande partie de la population. Économiquement, le riz contribue à la formation des revenus d'une grande partie des ménages ruraux. Il est aussi générateur et créateur d'emplois. Mais, il y a des problèmes qui empêchent la filière rizicole de devenir le moteur de développement local. Et c'est la raison d'être de la seconde partie de cet ouvrage.

DEUXIÈME PARTIE :
LE DIAGNOSTIC ÉCONOMIQUE ET ORGANISATIONNEL
DE LA PRODUCTION RIZICOLE À ANDAPA

Dans cette deuxième partie, nous allons aborder les différents problèmes et ses impacts sur la vie quotidienne des paysans du district et leurs effets sur le développement socio-économique et spatial ainsi qu'environnemental au niveau local. Elle se divisera en deux chapitres qui s'intituleront respectivement, l'analyse des faits et des problèmes de la filière et le catalogue des solutions.

CHAPITRE I : L'ANALYSE DES FAITS ET DES PROBLÈMES DE LA FILIÈRE RIZ

Dans ce chapitre, nous allons faire une analyse des faits réels et existants sur le lieu suivi des obstacles et des facteurs de blocages qui freinent le développement de cette filière.

SECTION I : L'ANALYSE DES POLITIQUES ACTUELLES SUR LA FILIÈRE RIZ

Pour les pays du Nord, le développement rural n'est pas vraiment une priorité. En effet, ils sont d'abord sensibles aux grands équilibres internationaux (la Paix, le Droit de l'homme), aux crises économique et politique, à la lutte contre la pauvreté sans pour autant faire grande recette de la famine. Dans le domaine de la production, le rendement agricole des PED a connu une certaine amélioration sans réduire pour autant le problème de la faim.

§.1 Les différentes politiques de développement rural actuel

Il s'agit de Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR), le Programme National pour le Développement Rural (PNDR), le Programme de Promotion de Revenu Rural (PPRR), le Centre de Service Agricole (CSA), Programme d'Appui à la Résilience aux Crises Alimentaires à Madagascar (PARECAM).

A. Le Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR)

L'élaboration d'un plan de développement agricole malgache s'est faite depuis toujours et jusqu'à maintenant. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a mis à jour, dans les 22 régions le PADR pour améliorer la condition de vie des ménages.

Précisément, dans le but de continuer ce travail de révision de la Politique de Développement rural, la Banque Mondiale a organisé, le 30 Novembre 1997, un atelier de présentation de la version provisoire du document intitulé « *contribution de la stratégie de Développement Rural à Madagascar - améliorer les conditions de vie en milieu rural* ».

Les éléments du PADR

- ✓ La poursuite du programme de réformes, dont notamment la privatisation des Entreprises Agricoles et Agro-industrielles, la libéralisation des prix à la production du sucre et coton, l'amélioration de la compétitivité des prix du fret aérien, afin de faciliter l'exportation de la production agricole, pour laquelle Madagascar bénéficie d'un avantage comparatif certain ;

- ✓ L'amélioration de l'accès de la population rurale à l'ensemble des services sociaux (santé, éducation, eau potable,...) et la modernisation du secteur agricole, par le biais des programmes d'investissement publics (désenclavement, sécurisation foncière,...)

La Banque Mondiale a souhaité que le Gouvernement élabore un « *Plan d'Action de Développement Rural* » qui peut être présenté sous forme de programme, à un groupe consultatif de Bailleurs de Fonds.

Pour arriver à la croissance désirée, dans le secteur rural, le PADR a comme objectif spécifique l'accès aux intrants, aux services économiques et sociaux, et aux marchés, pour que les paysans puissent développer leurs activités et améliorer leur condition de vie.

Le PADR est élaboré suivant un processus participatif d'identification, de planification et de priorité des actions à mener pour le développement rural. Il vise la mise en œuvre et le suivi des mesures, des programmes et des projets spécifiques initiés par les structures administratives, avec la participation du secteur privé, des groupements des paysans et des divers ONG. La mise en œuvre du PADR est assurée par l'Équipe Permanente de Pilotage (EPP), intégrant les partenaires techniques et financiers au développement.

1. Le Programme National pour le Développement Rural (PNDR)

Confirmant la volonté de l'État malgache de réduire le taux de la pauvreté, en l'espace de 10 ans, soit de passer du taux actuel de 80 % de la population rurale à 40 %, et ce à travers un développement rapide et durable, il a élaboré le DSRP. Il est précisé dans ce document que la stratégie agricole et rurale est appuyée par un plan d'action pour le développement rural (PADR).

Pour tenir compte de nouvelles orientations du gouvernement et capitaliser les différents documents existant, concernant le développement rural (Vision Madagascar Naturellement, la Politique Générale de l'État, les politiques sectorielles ainsi que les différents documents et rapports des programmes/projets tant publics que privés), on a élaboré le programme National pour le Développement Rural (le PNDR) qui est un document mis à jour par le PADR.

Le développement rural est une des priorités exprimées par Vision Madagascar Naturellement, et la Politique Générale de l'État (PGE). Les objectifs de développement du PNDR sont : sur le plan social, une pauvreté réduite de 50 %, un niveau d'instruction relevé, une santé améliorée, des silos communaux et régionaux, des marchés centraux, des

rôles de développement, des terminaux portuaires et aéroportuaires spécifiques, et des zones franches spécifiques. Les réseaux hydro agricoles seront réhabilités.

En ce qui concerne l'environnement de la production, une flexibilité du système de transaction de crédit aux conditions locales de transaction, l'accès au capital et aux facteurs de production, une fiscalité incitative et modulable pour tous les secteurs, une sécurité rurale, l'articulation des acteurs en grappes d'intérêts et de conseils.

Concernant le cadre de vie, la réduction voire la suppression du fossé, ville-campagne, la régénération des ressources naturelles sont prioritaires. Rendre le cadre institutionnel du secteur plus effectif et plus efficace, faciliter l'accès au capital et aux facteurs de production ; valoriser les ressources naturelles et préserver les facteurs naturels de production. En 2012, les objectifs quantitatifs sont : le doublement de la production agricole et des exportations agricoles, le développement de la production agro-industrielle non alimentaire de 50%. Les impacts attendus sont : l'émancipation de 3,5 millions de ruraux qui auront quitté le seuil de pauvreté et assureront leur sécurité alimentaire, 1,75 millions de personnes accèderont à une alimentation plus formelle, reposant sur le marché. Ces objectifs auront pour impact le doublement du revenu.

En outre, 1 000 entreprises agricoles rentables seront établies et/ou élargies, créant ainsi 10 000 nouveaux emplois¹ et offres d'emplois rémunérés.

Ces différents défis seront concrétisés par la mise en œuvre de huit programmes : le PSDR, le PANSA (Plan d'Action National pour la Sécurité Alimentaire), le PNF (Programme National Foncier), le PAE (Plan d'Action Environnemental), le PTMR (Programme de Transport en Milieu Rural), les programmes de l'éducation, de la santé, du financement en milieu rural.

En 2005, le Gouvernement a lancé le Programme National Foncier (PNF) qui inclut notamment la facilitation des transactions foncières, ainsi que la mise en place de 21 guichets fonciers et ce, jusqu'à la fin du mois de décembre 2006. Dans le cadre du financement rural, le système bancaire est peu présent en zones rurales. Pour y remédier, les institutions de micro finances ont établi des bureaux en milieu rural. Les principaux facteurs entravant l'orientation vers le marché des activités de production en monde rural résident dans l'insuffisance des infrastructures et des canaux de transmission des signaux de marché aux producteurs. Plusieurs initiatives sont prises, tant par le secteur public que par le secteur

¹PNDR, Décembre 2014.

privé, comme la construction de marchés et la mise en place de plate-forme, telle que l'Observatoire du Riz.

2. Programme de Promotion du Revenu Rural (PPRR)

Le projet a débuté le 07 décembre 2011 et est prévu de se terminer le 31 décembre 2018. C'est un programme qui intervient dans le domaine de l'agriculture, de l'éducation et de l'élevage. Les principaux bénéficiaires du programme seront les paysans agriculteurs, pêcheurs et éleveurs.

Il est financé par le Fonds International de Développement Agricole (F.I.D.A.), par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (O.P.E.P.) et par le Gouvernement de Madagascar ; ses principales activités sont :

- ✓ Amélioration de l'accès des producteurs aux marchés et valorisation des produits ;
- ✓ Intensification et diversification de la base productive de manière durable ;
- ✓ Accès à des services financiers adaptés ;
- ✓ Pour atteindre ces objectifs, le PPRR se développera essentiellement autour du concept de pôle de partenariat, qui correspond à un ensemble d'activités ; développées sur une zone d'influence homogène ; organisées à partir d'un centre d'accès au marché (CAM : centre de collecte et/ou unité de transformation); structurées sur une base de convention (de préférence pluriannuelle) de partenariat économique liant les producteurs regroupés aux opérateurs économiques de la filière.

3. Le Centre de Services Agricoles (CSA)

C'est un projet très important pour le développement agricole de la région SAVA, et il existe dans toutes les 22 Régions de Madagascar. Ses partenaires financiers sont le MAEP, PPRR (FIDA). Les bénéficiaires de ce programme sont les paysans producteurs et agriculteurs ; les producteurs individuels et l'OP (regroupement, association, etc.). ses principales activités sont :

- ✚ Renforcement de capacités des producteurs, afin d'augmenter la productivité des paysans ;
- ✚ Sensibilisation sur l'activité du CSA, pour faire connaître que, l'utilisation de technique moderne est plus rentable que la méthode traditionnelle ;
- ✚ Mise en place des relais d'informations par commune, pour vulgariser aux ménages ruraux, la nouvelle technique de production ;

- ✚ Mise en relation de l'offre et de la demande, pour augmenter le revenu agricole des paysans producteurs ;
- ✚ Participer à la mise en place du site vitrine, pour motiver les agriculteurs afin d'améliorer leurs activités ;
- ✚ Recherche de partenariat pour les paysans, pour financer les paysans producteurs.

Pour l'année 2014, spécifiquement, il a été organisé une :

- Réunion des membres de CoPilo, pour soutenir la mise en œuvre de la politique de développement rural à travers l'amélioration des conditions de production ;
- Formation en homologation avec le PSDR, pour renforcer les capacités des paysans producteurs ;
- Conseil direct et encadrement des OP bénéficiaires ou non du financement du PSDR, pour fournir des conseils techniques afin d'améliorer la qualité et la commercialisation du produit agricole ;
- Élaboration des demandes de matériels auprès du DRDR (Kits agricoles), pour augmenter les surfaces cultivées afin d'augmenter la production ;
- Distribution de semences, pour obtenir le meilleur rendement de produit agricole en particulier le produit rizicole ;
- Participation à diverses réunions et ateliers, pour renforcer les capacités des producteurs à maîtriser leurs environnements technique et économique ;
- Réception des kits et documents dotés par le Projet Stabex, pour aider les paysans en matière de formation et de matériel ;
- Communication Spot et émissions radio Appui, pour sensibiliser les paysans en matière d'échange d'expérience ;

4. Le Programme d'Appui à la Résilience aux Crises Alimentaires à Madagascar (PARECAM)

Le programme PARECAM ou Programme d'Appui à la Résilience aux Crises Alimentaires à Madagascar, est un programme conçu pour répondre aux impacts négatifs de la flambée des prix des produits alimentaires de base à Madagascar. Ses principales activités sont :

- Promouvoir une augmentation significative de la production alimentaire dans ses zones d'intervention, à travers la dissémination des techniques, tout en renforçant le dialogue politique du Programme sectoriel agricole ;

- Renforcer la résilience des ménages aux chocs alimentaires, et ce à travers des appuis à la production vivrière, d'une part, ainsi qu'aux activités génératrices de revenu, d'autre part.

B. La politique agricole

Il est nécessaire de définir d'abord cette politique agricole avant tout, pour bien comprendre son objectif.

1. Définition

Une politique agricole se définit comme « l'ensemble de mesures relatives au secteur agricole et aux secteurs immédiatement liés, relatant de la politique économique et des politiques liées (sociales, d'aménagement du territoire,...) qu'il s'agisse de mesure de régulation et d'ajustement conjoncturel, ayant des effets de court terme, de mesure de programmation et de planification ayant des effets à moyen terme ou d'orientations structurelles inspirant les mesures précitées et ayant des effets à long terme »¹.

Selon A. MOLLARD : « la politique agricole avait pour tâche de permettre la coexistence de l'agriculture traditionnelle avec le reste de l'économie, en la protégeant notamment des effets néfastes que pouvait exercer sur elle son environnement capitaliste (concurrence étrangère, mécanisme des marchés, approvisionnements ...)»².

D'autres auteurs définissent la politique agricole comme étant, avec les mesures structurelles prises, une base de décollage économique, qui s'articulera sur la contribution de l'agriculture au Produit Intérieur Brut, sur la sécurité alimentaire et sur le développement rural notamment. Ainsi, la politique agricole englobe tous les efforts du gouvernement pour améliorer le milieu rural : améliorer le niveau de vie du paysan, accélérer la croissance de la production agricole nationale ; mais tient compte de la répartition équitable du revenu.

2. La politique à mettre en œuvre

Elle sert à identifier les mesures ou les stratégies de la politique agricole qui ont significativement des impacts sur la croissance économique. Le développement rural dynamique et la tendance à la réduction de la pauvreté constituent un objectif principal dans le cadre de la politique générale de l'État. En effet, des stratégies efficaces sont adaptées

¹M.GRIFFON, P HENRY, JP LEMELLE, « La politique agricole et alimentaire en Afrique, collection méthodologie» p.17.

² A. MOLLARD., « la politique agro-alimentaire, l'État et l'institutionnalisation du capital » p.52.

aux besoins des producteurs. Pour cela, cette politique s'articule sur deux grandes lignes. Ce sont :

- ✚ la sécurisation foncière ou la réforme agraire ;
- ✚ la vulgarisation agricole.

D'une manière générale, l'efficacité de ces stratégies dépend des agents responsables du domaine. Donner une notion de chacune d'elle semble être indispensable.

a. La sécurisation foncière ou la réforme agraire

Auparavant, le régime foncier avec un système mixte de propriété d'État, communautaire et privé avait pour but d'assurer à la fois la croissance et la sécurité sociale. Avant 1930, la croissance de la population était encore faible, l'agriculture a commencé à subir la pression de la croissance démographique. Des réformes agraires ont été effectuées pour améliorer l'équité et mobiliser le dynamisme des paysans. Pour assurer le futur développement de la riziculture, il faut perfectionner les institutions :

- Redéfinir le rôle de l'État ;
- perfectionner les institutions du marché ;
- développer les nouvelles formes de coopératives.

Par ailleurs, la sécurisation foncière est un élément important dans la transition de l'économie de subsistance vers l'économie de marché. Dans le milieu rural, l'insécurité foncière constitue un blocage pour le développement du secteur agricole. Or, l'immatriculation foncière, pour un paysan, est la seule assurance pour rester sur sa terre. Elle peut aussi être le seul moyen permettant aux producteurs de s'engager dans leur travail et d'investir davantage.

b. La vulgarisation agricole

Pour améliorer les moyens d'encadrement, la formation doit prendre en compte la réalité économique de la région. En d'autres termes, le système de formation régional doit être adapté aux besoins de développement économique de la région. Les services de vulgarisation déployés par le ministère de la riziculture n'ont jamais atteint, jusqu'à nos jours, les objectifs escomptés, les problèmes se situent plutôt au niveau de l'approche. Pour surmonter les entraves, l'étude technique des terrains, la connaissance des structures sociales et des coutumes de la population, doivent être, au préalable, prises en considération. En plus, il ne faut pas oublier que les paysans analphabètes ne croient pas à ce qu'on leur dit, tant qu'ils n'ont pas trouvé l'efficacité, et ils ont toujours tendance à

pratiquer leurs habitudes culturelles. Pour cela, le transfert des techniques modernes devra être accompagné d'une sorte de démonstration, suivie d'une pratique pour les paysans. La région a donc besoin plutôt de vulgarisateurs de terrain que de vulgarisateurs sur table. D'autre part, pour mettre en exergue la vulgarisation des techniques agricoles modernes, les quatre points ci-dessous doivent la précéder :

- Sensibilisation pour le changement de comportement et de mentalité des paysans ;
- Développement d'un système d'information du monde rural ;
- Encadrement et renforcement de capacité des paysans sur l'utilisation de ces techniques ;
- Promotion d'un système d'informations du monde rural.

§.2 L'analyse théorique de cette politique dans la filière riz

Plusieurs auteurs ont parlé de l'agriculture comme moteur du développement économique mais certains d'eux ont fait une synthèse particulièrement remarquable dans le processus de la croissance économique du pays.

A. La théorie des Physiocrates sur la production agricole

Selon le plan de la révolution verte, Madagascar pourrait produire 8 millions de tonnes de riz vers 2018. L'augmentation de la production encourage la croissance du pays. En effet, l'école physiocrate qui a pour père fondateur : « François QUESNAY » (1694-1774) affirme que le véritable enrichissement n'est pas monétaire mais agricole. Les physiocrates estiment que l'objectif de la vie n'est pas l'enrichissement mais le bonheur. De la sorte, pour se procurer du bonheur, il suffit d'avoir une vie paisible naturelle sur les champs tout en augmentant la production de richesse par l'agriculture.

En conséquence, ils distinguent trois classes de citoyens différentes dans la Nation : **La classe productive**, qu'ils qualifient la seule qui est en mesure de produire un surplus ou un produit net. « La classe productive est celle qui fait renaître la culture du territoire, les richesses annuelles de la nation » ;

La classe stérile, qui regroupe tous les citoyens occupés à d'autres services et à d'autres travaux que ceux de l'agriculture. Elle est selon les théoriciens de cette école, incapable de faire un profit net ;

La classe des propriétaires comprend : le souverain et les possesseurs des terres. Cette classe dépend du revenu de la culture car elle est rémunérée par la classe productive qui lui paye annuellement les loyers des terres.

La politique du gouvernement de doubler la production agricole d'ici 2019 puis de la tripler d'ici 2022 est donc très importante vu l'affirmation des physiocrates, la richesse d'un pays vient de sa production agricole.

B. Les théories sur les échanges extérieurs (exportations et importations)

1. Les Mercantilistes

Les Mercantilistes affirment que l'enrichissement provient de la monnaie. Donc, ils préconisent un excédent commercial via l'augmentation de l'exportation. En effet, c'est par l'exportation qu'une Nation pourra se procurer de la monnaie par la rentrée des devises étrangères. Ce qui revient à dire qu'un pays est riche si son niveau d'exportation est supérieur à celui de son importation (balance commerciale positive).

2. Le libre échangeisme et non interventionnisme étatique des

Physiocrates

Les Physiocrates considèrent que les intérêts individuels surtout ceux des agriculteurs sont conformes à l'intérêt global. Toute intervention étatique est donc à éliminer, il faut respecter l'ordre naturel de l'économie et la propriété privée. Ainsi, les physiocrates s'opposent au protectionnisme et optent pour le libre- échangeisme. Ils raisonnent qu'il faut favoriser l'augmentation du prix du blé afin d'encourager les agriculteurs à accroître leur production et donc le produit net. En adoptant le libre échangeisme, les Physiocrates sont donc favorables à l'exportation et l'importation des biens, tout spécialement les blés.

Vu ces deux théories, la politique de l'État qui consiste à renforcer les importations du riz par l'exonération des taxes et la suppression des exportations pourrait donc réduire la richesse de la Nation.

3. Les théories des avantages absolus et comparatifs

L'approfondissement de la division du travail se fait par l'intermédiaire de la spécialisation. Le développement de la spécialisation permet l'utilisation efficace des ressources et l'accroissement de la production en termes de quantité. L'avantage absolu permet aussi donc de déterminer le niveau de spécialisation d'un pays. Pour Smith, les avantages absolus permettront le développement de la libre circulation des marchandises. Le développement de ces avantages contribue également à l'amélioration du bien-être de l'État.

Contrairement à Smith, Ricardo préconise le développement des avantages comparatifs. Comme les rendements sont décroissants et comme la population ne cesse de s'accroître, l'État doit ouvrir ses frontières et développer des avantages comparatifs. Ricardo démontre que ce n'est pas uniquement la spécialisation dans les avantages absolus qui compte. L'objectif est de développer le commerce international et les échanges. Smith n'a pas introduit dans son analyse la possibilité qu'il existe des pays n'ayant pas des avantages absolus. Si c'est le cas, les pays ne possédant pas ces avantages seraient écartés du commerce mondial.

La loi des avantages comparatifs de Ricardo montre la nécessité pour un État de développer ses exportations. Un pays même s'il est inefficace dans la production des biens se trouve dans l'intérêt d'exporter. Pour survivre, la nation doit exporter des biens dans lesquels elle possède des avantages et même des désavantages. Pour Ricardo, un pays dépourvu d'avantage absolu se trouve dans l'obligation de produire des avantages comparatifs. L'État doit donc produire malgré son désavantage comparatif. L'objectif des avantages comparatifs est de produire des biens dans un pays où la différence des coûts comparés est faible.

4. Les théories sur les subventions

L'État peut aider les citoyens par l'intermédiaire des mesures financières ou des « subventions ». On peut rencontrer plusieurs types de subventions. Il y a les subventions de revenus et les subventions d'activités qui regroupent : les subventions en espèces ou en bien être, les subventions en nature et les subventions à la consommation ou par baisse des prix. Nous allons nous intéresser aux subventions à la consommation que le gouvernement instaure actuellement dans le domaine du riz.

L'État a récemment supprimé les exportations du riz malgache. Face à cette action, son rôle est de protéger les consommateurs et les exportateurs. Il subventionne le riz destiné à l'export pour être utilisé au marché national. Cela consiste à baisser le prix au niveau du consommateur, il ne paiera à l'acte de consommation qu'à un prix qui ne représente qu'une partie du coût effectif du riz à l'export. Cette politique est profitable à court terme, car grâce à ces subventions, les consommateurs sont incités à acheter davantage le riz malgache destiné à l'export. On assiste alors à une amélioration du bien-être du consommateur mais aussi à l'augmentation des revenus réels des riziculteurs. Cependant elle peut générer des effets pervers. À long terme, cette politique de subvention aggrave l'écart entre riches et pauvres, qui sont l'une des caractéristiques fondamentales des pays en développement. En

effet, en offrant des subventions, l'État ne peut pas distinguer les riches des pauvres, toutes catégories de personnes sont donc bénéficiaires de ces subventions.

SECTION II : L'IDENTIFICATION DES FACTEURS FREINANT LA PRODUCTION

L'analyse des problèmes de la filière riz dans le district d'Andapa se fait par l'observation de la situation de la filière, dans l'espace et dans le temps. Cette analyse est réalisée à l'aide d'enquête auprès de quelques producteurs du riz dans la région. Le but de cette enquête est de prendre connaissance de l'avis des riziculteurs concernant les problèmes de la filière rizicole.

§.1 Les problèmes physiques et techniques

L'enquête menée sur 20 riziculteurs du district montre que les problèmes physiques contraignant le développement de la filière riz sont les infrastructures routières, l'aléa climatique, la baisse de la fertilité du sol, ainsi que la défaillance des réseaux d'irrigation.

A. Les problèmes physiques

1. L'enclavement des zones de production

Quelques riziculteurs ont affirmé que le mauvais état des pistes ruraux reste un grand problème qu'il faut résoudre, c'est-à-dire que les infrastructures routières sont ni construites, ni réhabilitées, ou mal réhabilitées. Par conséquent, c'est très difficile pour la majorité des paysans ruraux d'écouler leurs produits rizières, en milieu urbain, et aussi entre les districts de la région. Quelques riziculteurs seulement arrivent à écouler leurs produits sur le marché urbain. Cela du fait de l'existence de certaines pistes rurales entretenues. Mais en majorité, la défaillance des infrastructures routières est parmi les problèmes de la filière riz dans cette région. Donc l'enclavement des zones de production de riz devient un obstacle pour le développement de la filière riz dans cette région.

2. Les aléas climatiques

Les riziculteurs enquêtés ont affirmé que l'insuffisance de pluies (sécheresse) est un problème actuel de la filière riz, dans cette région. Or, la majorité pratique des systèmes de cultures irriguées, donc dépendant de la pluie. C'est pour cette raison que le rendement rizicole a beaucoup diminué, ces dernières années. En général, c'est la pratique des feux de brousse qui entraîne l'insuffisance de pluies dans certains districts de cette région.

Par ailleurs, le passage des cyclones a occasionné beaucoup de problèmes sur la filière riz, dans cette région. Ces cyclones ont causé des dégâts sur la riziculture : du fait de l'inondation, faisant suite au passage de ces cyclones, par exemple, de nombreux riziculteurs ont trouvé leurs cultures détruites, d'où la baisse de la production rizicole.

3. La baisse de la fertilité du sol

Plusieurs raisons nous permettent d'expliquer cette baisse. Cette baisse est liée surtout à la loi du rendement décroissant de la terre, car celle-ci devient de moins en moins fertile au fur et à mesure qu'on l'exploite. En outre, les riziculteurs ne sont pas encore habitués à l'utilisation des engrais pour fertiliser leur terre.

Par ailleurs, la détérioration de l'environnement a des répercussions néfastes sur la surface à cultiver. En effet, on assiste souvent, dans cette région, surtout pendant la période de pluie, à l'ensablement des rizières (appelée *soria* dans cette zone). Cet ensablement entraîne, par la suite, la destruction des cultures du riz et celle des surfaces cultivées, d'où diminution de la quantité produite et du rendement.

4. La défaillance des réseaux d'irrigation

La non maîtrise de l'eau est l'un des problèmes de la riziculture dans le district d'Andapa. Cela est lié surtout à l'insuffisance des réseaux d'irrigation (manque de barrage et de canaux d'irrigation). Or la région dispose de potentiels hydrauliques exploitables pour irriguer les superficies rizicoles de ce district.

Les riziculteurs souffrent de l'absence ou de l'insuffisance de barrage indispensable à la maîtrise de l'eau. La majorité d'entre eux ont affirmé cette éventualité, dans leur localité respective. Certains ont affirmé l'existence de barrage mais son état laisse à désirer.

Dans certains districts, on trouve des canaux d'irrigation, mais ils sont mal entretenus ou bien dans un état vétuste : leur fonctionnement n'est plus satisfaisant. Ainsi, au lieu d'avoir une augmentation de la production rizicole, on assiste à sa diminution, à cause de l'insuffisance d'eau pouvant arroser les cultures. Le problème est donc l'insuffisance de grands périmètres irrigués.

B. Les obstacles techniques

À côté des problèmes physiques s'ajoutent des problèmes liés aux techniques de production : technique de production peu moderne sur le plan équipement, et également sur

le plan des produits utilisés pour améliorer le rendement rizicole. L'enquête menée auprès des riziculteurs et les données nous confirment ce constat.

1. Les équipements traditionnels

La majorité des producteurs rizicoles ruraux utilisent encore des matériaux de production traditionnels comme la charrue avec des bœufs ou tout simplement *l'angady*. Les riziculteurs utilisent donc des équipements qui ont besoin de l'utilisation des forces pour produire plus. Les gens n'utilisent pas encore des équipements modernes (seuls les riziculteurs qui ont un niveau de revenu assez élevé peuvent les utiliser). Or on sait que d'après la théorie de la croissance endogène, le progrès technique (utilisation des équipements modernes) est un facteur contribuant à la croissance de la production c'est-à-dire l'augmentation de la productivité agricole. Mais dans cette région, on n'utilise pas encore assez ces équipements modernes.

D'après l'enquête auprès des 20 riziculteurs, la plupart d'eux utilisent encore des matériels de production traditionnels, car les matériels modernes ne sont pas encore à leur portée. En effet, les riziculteurs n'ont pas le niveau de revenu nécessaire pour l'acquisition de ces matériels. Le tableau suivant nous confirme la situation qui prévaut dans cette région, en ce qui concerne le niveau d'équipement des riziculteurs.

Tableau n° III : Pourcentage d'utilisation des différents types de matériel rizicole

Type de matériel	Pourcentage d'utilisation (%)
Tracteur avec accessoires	0,2
Motoculteur avec accessoires	0,1
Herse à bœufs	28,8
Charrette	26,4
Charrue à bœufs	33,0
Pulvérisateur	3,5
Houe rotative / Sarcleuse	14,4
Angady / Pelle / Pioche	97,3
Faucille / Coupe Coupe	92,0

Source : Enquête FAO/UPDR, Année 2014.

Ce tableau montre que les riziculteurs de cette région utilisent encore des matériels de production traditionnels. On constate que 97% des riziculteurs de cette région utilisent

encore la pelle, la pioche ou l'angady. Les riziculteurs qui utilisent des matériels de production modernes le font à 0,2% et 0.1% respectivement pour le tracteur et le motoculteur. Il n'est pas du tout étonnant, si la production et le rendement en matière rizicole soient encore assez faibles dans cette région.

2. La faible utilisation des intrants

Dans les communes rurales, dans cette région, les riziculteurs n'utilisent pas encore ou utilisent rarement des engrais ou des semences améliorées. Seuls quelques riziculteurs qui en ont les moyens utilisent des engrais, comme par exemple la marque très renommée Guanomad.

La majorité des paysans ruraux dans cette région hésitent à les utiliser. Or, l'utilisation des engrais ainsi que des semences, améliore la fertilité du sol et donc permet d'accroître la productivité. D'après l'enquête menée auprès des riziculteurs de la région, beaucoup d'entre eux connaissent bien l'importance de l'utilisation des engrais, pour la culture, mais ils persistent à s'attacher à leurs méthodes traditionnelles.

3. La faiblesse de l'utilisation des techniques modernes

On sait qu'actuellement, on assiste à l'emploi des techniques modernes de production du riz comme le système rizicole intensif (SRI) ou le système rizicole amélioré (SRA). Ces systèmes ont été déjà mis en œuvre presque dans toutes les régions de Madagascar, y compris la région de SAVA. Mais au niveau local (dans les communes rurales où vivent la majorité des producteurs rizicoles), la fréquence d'utilisation de ces systèmes est faible : Nous trouvons encore l'emploi des techniques traditionnelles. Le tableau suivant illustre cette réalité.

Tableau n° IV : Fréquence d'utilisation d'intrants et de techniques de production agricole

Désignation	Régulièrement	Occasionnellement	Pas disponible	Total
SRI	4	13	76	93
Repiquage du riz	75	10	10	95
<u>Semis direct du riz sur rizière :</u>				
Sur boue	52	19	20	91
À sec	12	23	57	92
Cultures de contre saison sur rizière	15	15	60	90
Zone labour sur les tanety	16	4	64	84
<u>Culture suivant courbe de niveau :</u>	13	16	77	106
Engrais chimiques	8	16	70	94
Équipement agricoles non	75	15	5	95
traditionnels Pesticides / Herbicides	9	32	53	94
Produits Vétérinaires	15	27	53	95
Variétés améliorées de riz	9	33	50	92
Total	303	223	595	1121

Source : INSTAT/ Recensement au niveau des communes, en 2015.

Le recensement présenté par ce tableau nous démontre que dans les communes, on n'utilise pas fréquemment les techniques modernes comme le Système de Riziculture Intensif (SRI). En plus, les riziculteurs n'utilisent pas les techniques de production modernes et leur accès aux innovations techniques est limité.

Cette situation provient de leur niveau d'éducation qui est relativement bas. Les producteurs locaux ont un niveau d'éducation bas, parce que 20,4% des communes ne possèdent pas encore de CEG et 67,5% des communes ne possèdent pas encore de Lycée¹. Nous pouvons donc faire une déduction que les riziculteurs, dont la majorité sont âgés de plus de 20 ans, n'ont jamais eu la chance d'avoir terminé leur scolarité, à un niveau supérieur, à celui de l'enseignement primaire.

¹ DREN SAVA, Septembre 2016.

S'il en est ainsi, il est clair que beaucoup d'efforts devraient être fournis aussi bien par l'État que par les agriculteurs eux-mêmes pour pouvoir inverser la tendance, afin d'améliorer la productivité agricole, en général, et celle de la riziculture, en particulier.

L'enquête montre aussi que 10% des riziculteurs enquêtés ne connaissent pas l'existence de ces techniques modernes de production du riz, d'autres les savent, mais ne les pratiquent pas. Cela provient de l'insuffisance de la formation des paysans sur les méthodes de cultures.

§.2 Les problèmes économiques

La pauvreté rurale est déterminée par des facteurs économiques qui sont à l'origine de la faiblesse de la productivité de travail, du faible niveau de revenu, la médiocrité de la qualité de vie surtout en milieu rural.

A. Les problèmes de financement

On sait que l'existence de financement suffisant permet de mobiliser de grands investissements dans la filière riz. Cependant, le problème dans cette région c'est l'insuffisance d'un système financier favorable au développement de la filière riz, comme la microfinance et les banques de développement agricole. C'est seulement les réseaux CECAM (Caisse d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuel) qui prédominent pour financer les activités agricoles dans cette région. L'institution financière mutualiste (la CECAM) octroie différentes formes de crédits (comme le GCV ; crédits de production), mais avec des taux encore chers aux agriculteurs, car la majorité d'entre eux ont un revenu faible.

Comme la CECAM octroie par exemple des équipements agricoles (comme le tracteur, la sarleuse, etc.). Il fait confiance aux agriculteurs, car certains adhérents de la CECAM sont des agriculteurs à bas niveau, or ils participent au bon fonctionnement des affaires de la CECAM ; cela peut alors risquer de perturber le fonds de la CECAM (système de financement en défaillance). L'absence de nombreux systèmes de financement (réseaux de microfinances) reste un problème du financement rizicole dans cette zone.

Et en plus, l'autre problème lié au financement c'est l'absence des subventions des agriculteurs : l'État n'octroi pas par exemple de subventions permettant aux agriculteurs d'acquérir des équipements agricoles ou des semences pour augmenter la productivité rizicole.

Le problème de financement dans cette région s'explique aussi par le fait qu'à Madagascar, on assiste à une faiblesse de financement du secteur agricole, notamment le secteur rizicole. Le tableau ci-après illustre ce constat.

Tableau n° V : Financement par activité du secteur agricole (En Millions d'Ariary)

Spécialisation	Crédit	2010	2011	2012	2013
Riz	Production	-	-	-	-
	Commercialisation	-	59,6	33	274,6
Arachide	Production	-	-	-	-
	Commercialisation	-	-	-	20
Mais	Production	322,4	760,6	313	276,8
	Commercialisation	-	-	-	68,4

Source: Bank of Africa (BOA) Andapa, 2014.

Durant la période considérée ici (2010-2013), en comparant avec les autres activités agricoles, l'activité rizicole est la moins financée. Ces chiffres nous démontrent que les banques hésitent d'octroyer des crédits pour la production rizicole. Cela explique, comme nous l'avons dit plus haut, que les riziculteurs ont une faible capacité de remboursement. Et comme le système financier ne permet pas aux rizicultures de réaliser leur investissement, les problèmes financiers restent donc un obstacle pour le développement de la filière riz dans cette région.

En plus, l'enquête auprès des riziculteurs nous a montré que certains d'entre eux ne savent même pas le rôle qu'occupe l'institution financière mutualiste dans le développement rizicole, par contre la majorité d'entre eux (90 %) le savent bien, mais ils ne contractent pas de crédits auprès de ces institutions, pour faire des investissements rizicoles. Cela est dû au fait selon eux, de la difficulté d'accès aux crédits, et aussi au fait que le taux d'intérêt de ces crédits est trop élevé pour les riziculteurs.

B. Les problèmes de commercialisation

Au moment de la récolte, on rencontre, dans cette région un problème de commercialisation du riz : d'une part, l'intervention des collecteurs dans le circuit de commercialisation pose un problème : la descente des collecteurs dans les milieux ruraux entraîne la diminution des prix aux producteurs. Comme les producteurs ruraux veulent

vendre leur produit et avoir un revenu pour assurer sa survie, ils sont obligés de les vendre aux collecteurs à de prix bas, parce qu'ils n'ont pas les moyens suffisants pour le transport de leurs produits sur les marchés urbains.

D'autre part, en milieu rural, comme nous l'avons vu plus haut, il y a le problème d'infrastructure de transport des produits. Par ailleurs, on trouve aussi, dans cette région, le manque d'information sur le marché (surtout dans les zones les plus enclavées). Et cela oblige les producteurs à vendre leurs produits à des bas prix sur le marché urbain. C'est pourquoi les producteurs rizicoles se trouvent dans la pauvreté.

Sur le marché national, et pour des raisons multiples comme la pauvreté, la mauvaise gestion, le manque de moyen de stockage, l'analphabétisme, les paysans pauvres sont obligés de vendre leurs produits immédiatement après la récolte. Les récoltes ayant toujours lieu à la même période, ce qui entraîne l'abondance de l'offre sur le marché de produits, dans une courte durée, et provoquant par la suite une tendance à la baisse du niveau de prix des produits agricoles, notamment sur le marché de produit rizicole. Ce qui est triste, c'est que ces paysans vont racheter ces mêmes produits à des prix largement supérieurs, pendant les périodes de soudure.

De même dans la distribution du riz, les intermédiaires sont principalement constitués par les collecteurs et les transformateurs qui ne sont autres que les rizeries et les usines de décorticages, les grossistes et les détaillants. La fluctuation du prix est principalement due aux manipulations effectuées par ces intermédiaires, qui jouent le rôle de spéculateur. Cette situation entretient la pauvreté et empêche les paysans à procéder à des investissements agricoles nouveaux.

§.3 Les problèmes socioculturels

L'existence des plusieurs tabous et traditions constitue aussi des obstacles dans le respect du calendrier cultural pendant la saison de campagne.

A. La pratique de « Fady »

Comme nous repeter à maintes reprises, la riziculture est l'activité principale des paysans ruraux. Cette activité est typiquement traditionnelle, vue les méthodes culturales et le matériel utilisé, ainsi que l'existence des « andro fady » ou jours interdits et le « *fadin-tany* » limitent les jours de travail, d'une part, et donc freine la production, d'autre part.

Les paysans ont trois jours « *fady* », dans la semaine : le mardi, le jeudi et le dimanche. Ces jours sont réservés strictement au repos, ainsi qu'au respect de la tradition.

Cela implique la diminution progressive du temps de travail. Ils croient aussi qu'il y a des rizières où il est interdit de repiquer quelques variétés culturales. Plusieurs familles sont concernées par ces interdits, frappant certaines variétés culturales.

B. La prédominance de la tradition

Le grand problème persistant dans ce district est que toute activité économique ou sociale des paysans est soumise à un rite. Les paysans thésaurisent leurs revenus, afin de pouvoir honorer les cérémonies traditionnelles et ancestrales qui s'avèrent très importantes pour eux et priment devant toute chose. Les habitants de la région, et surtout les ruraux pensent qu'ils ne peuvent obtenir aucun bien sans l'aide et l'intermédiaire des ancêtres « Razana ». Pour être exaucées par le « Zanahary », il faut que toutes les demandes et prières des paysans passent par l'entremise des « Razana » ; c'est à partir de cette liaison institutionnelle triptyque « Zanahary », « Razana » et l'homme que les êtres vivants vivent en symbiose avec les ancêtres.

De prédilection, investir à des cérémonies traditionnelles est primordial pour les familles rurales, plutôt que de répondre à leurs besoins essentiels ; ils dépensent plus d'argent à la construction des tombeaux et à des cérémonies traditionnelles, afin de pouvoir valoriser les ancêtres. Les surplus obtenus lors de la récolte antérieure ne sont pas réinjectés dans le processus de production, afin d'alimenter et d'améliorer l'exploitation future, mais plutôt consacrés et détruits lors des cérémonies ancestrales.

Traditionnellement, chaque année d'exploitation, presque la totalité des paysans ont l'habitude de soigner leurs terrains par le sang, habituellement par le sacrifice de bœuf, qui n'a pas de défaut, et à la fois « mazava-loha », dans le but d'avoir plus de récolte. Or, cette habitude entraîne parfois les paysans dans le retard par rapport au calendrier cultural, car ce type de bœuf « mazava-loha » devient de plus en plus rare dans toutes les régions de Madagascar. Sans pour autant oublier, qu'avant de récolter, il faut qu'il y ait aussi un autre sacrifice pour le remerciement des ancêtres, que ce soit dans la bonne ou mauvaise récolte. Ce sont des pratiques qui demandent une dépense énorme, mais sans contrepartie au niveau de la production et du revenu obtenu.

CHAPITRE II : LE CATALOGUE DES SOLUTIONS

Plusieurs solutions peuvent être mobilisées pour sortir la riziculture de sa situation afin qu'elle puisse assurer le développement économique local. Ces solutions doivent, en premier lieu, provenir des initiatives des paysans eux-mêmes. Ces derniers devraient être conscients de l'importance de leur participation dans le processus de développement. En second lieu, la forme d'intervention du gouvernement devrait être remaniée.

SECTION I : LES SOLUTIONS ADOPTÉES AU NIVEAU DE LA PRODUCTION

La mécanisation de la riziculture et l'utilisation d'équipements et des infrastructures modernes de production, il s'agit de motocultures, tracteurs permettront d'accélérer la croissance de la production rizicole.

§.1 L'intervention au niveau d'infrastructures

La mise en place pour mieux informer les riziculteurs au niveau local est pour convaincre de l'utilité et l'avantages de l'utilisation des équipements rizicoles modernes.

A. Les canaux d'irrigation

L'un des obstacles de développement de la filière riz dans la zone que nous avons étudiée repose sur le problème de canaux d'irrigation. Vu que l'AUE dans la commune fait face à des problèmes concernant l'irrigation d'eau pour que tous les espaces cultivables soient bien drainés, les paysans ont besoin d'aide venant des autorités pour mettre en place les infrastructures des canaux d'irrigation dans la commune.

Le district d'Andapa a un grand potentiel des réseaux hydrauliques par des rivières d'Ankaibe, de Marovato, de Matsobe, d'Andramonta, d'Andranomena, qui pourraient nous bénéficier un arrosage permanent des surfaces cultivées qui ont besoin d'eau par la mise en œuvre de ces réseaux d'irrigation et à besoin des techniciens qualifiés que l'État devrait affecter dans la commune. Il est important de réhabiliter des infrastructures d'irrigation et drainage et de protection contre l'inondation.

B. La réduction de prix des intrants

Dans le district d'Andapa, il y a différents organismes qui assurent l'approvisionnement des intrants : engrais, semences et matériel pour la filière rizicole. Ces organismes sont : CIRDR qui garantit les semences données par FOFIFA en prix à la portée de tous, et aussi les engrais ; pharmacie vétérinaire Gabriel, et la pharmacie phytovet :

vendent les semences et médicament des poux de riz et autres ; pharmacie vétérinaire Gabriel : qui vend de service aux paysans pour l'approvisionnement en produit de protection végétale par exemple : Guanomad. Les paysans aimeraient que ces prix soient être allégés pour que les petits paysans puissent les acheter avec leurs moyens ; Boutiques dans la ville, groupe de forgerons Albert garagiste : ils vendent les matériels et outillages pour l'exploitation rizicole. Les agriculteurs souhaiteraient que les organismes régularisent le prix en fonction de leurs moyens.

C. L'accès aux droits fonciers

Pour les Malgaches les terrains ont une grande valeur non estimative, surtout l'espace d'héritage par la famille. Pourtant, nombreuse terre sont la plupart du temps sujet à de litiges. L'État doit alléger les procédures d'acquisition des titres fonciers par la mise en place des guichets fonciers au niveau de chaque commune du district. Activer les procédures de sécurisation foncières de façon facile et moins chère (du Canevas) c'est-à-dire l'acquisition des titres fonciers parce que la majorité des paysans ignorent son importance. L'État joue un rôle sur la sécurisation foncière en assurant la politique foncière transparente, rigoureuse mais aussi très efficace. Ça veut dire : « Il faut promouvoir la décentralisation de la gestion foncière en augmentant le nombre des guichets fonciers ».

D. La protection de l'environnement

La riziculture est liée étroitement à l'environnement, cependant, les effets de la destruction de l'environnement se transmettent directement dans l'espace cultivée notamment l'ensablement de la rizièrre surtout durant la saison de pluie, l'inondation dans la partie basse et près de la rivière

1. La gestion de l'environnement face au développement de la filière rizicole

Renforcer les capacités physiques et techniques des petits agriculteurs pauvres afin de leur permettre de protéger leur milieu physique, d'accroître la production du riz et lait et d'augmenter leurs revenus d'une manière durable. Ce renforcement dépend de la capacité de chacun d'être conscient de l'importance d'une bonne gestion de l'environnement afin d'avoir des résultats satisfaisants. La protection de l'environnement s'avère importante dans la commune ainsi que dans le district d'Andapa car c'est l'un de pilier et c'est une opportunité facilitant dans cette zone le développement de la riziculture. Il s'agit de la PN Marojejy, ainsi que ONG Graine de Vie qui collabore avec la commune sur le reboisement

de Lembibe, c'est une colline qui est devenue une réserve sous la protection de ces ONG et de la commune, car ils ont fait le reboisement autour de ces collines.

2. Le renforcement pour la mise en valeur des autres cultures favorables

La multiplication de production des rentes et cultures vivrières sont l'une de mesures pilote pour stabiliser le financement des paysans et éviter ou minimiser les pratiques de Tavy c'est-à-dire la culture sur-brûlis. Chaque organisme essayé de changer les méthodes pour l'autre filière pour éviter de faire souffrir la population pendant la période de soudure. Le CSA MA, Symrise ont formé les paysans pour d'autre filière. À partir de nombreuses filières existantes et mise en place par les organismes, ces filières permettent de répondre au besoin des paysans et d'avoir l'objectif global en matière de développement rural.

L'existence des grandes espaces fertiles non seulement pour la riziculture mais aussi pour d'autres cultures vivrières et sans oublier les cultures de rentes qui sont l'une de l'assurance du surplus des revenus des quelques paysans. Pour l'amélioration de niveau de vie des riziculteurs, il est nécessaire de leur donner des formations concernant d'autres cultures. Si les paysans sont formés, en conséquence ils seront protecteur de l'environnement et améliorer leur vie familiale.

3. La mécanisation de la riziculture

La mécanisation de la riziculture consiste à utiliser les équipements modernes de production il s'agit de motocultures, tracteurs. Cela pourrait être pratiqué dans cette commune car ça permet d'accélérer la croissance de la production rizicole. La relance de cette mécanisation dans cette zone mérite de la part de l'État, la subvention des producteurs rizicoles à l'acquisition des matériels modernes. Avant l'année 2009, les PSDR, prend en charge de l'aides aux paysans, actuellement, les riziculteurs voudraient que ça continue. Il est très important aussi que l'État exonère des taxes, l'importation de ces matériels permettant la diminution de prix de ces équipements. Mais les problèmes encore une fois c'est la méconnaissance de l'utilisation des certains matériels ou encore l'ignorance de l'utilité ces matériels.

4. La collaboration avec les grands organismes

La collaboration c'est la stratégie de l'information-vulgarisation comme suit : la mise ne place pour mieux informer les riziculteurs au niveau local et pour convaincre de l'utilité et l'avantages de l'utilisation des équipements rizicoles modernes. L'objectif est d'informer les paysans sur l'existence de technique nouvelles SRA et SRI. Le PLAE les

forme pour la technique nouvelle sur tanety sans faire du Tavy. Et sur des nouvelles techniques sur d'autres filières vivrières à part le riz pour gagner plus de revenus de la famille dans le milieu rural, pour convaincre des avantages de celles-ci et de les former professionnellement. Le système de vulgarisation a un besoin de personnels pour descendre sur terrain spécialement recruté à cet effet : les vulgarisateurs. Ils ont pour de tâche de fournir toutes les informations dont ils ont besoin et de former éventuellement à l'emploi des techniques qui conviennent le mieux aux paysans. La mise en place d'une information quotidienne/hebdomadaire dans les radios locales une action de communication sur l'information et les conseils techniques, intrants, prix de riz et du paddy. Cela signifie la sensibilisation pour les producteurs sur le potentiel d'amélioration. La méthode d'amélioration de maîtrise d'eau gérable au niveau AUE est très importante de se vulgariser et d'informer.

§.2 Le plan d'action pour le développement de la filière rizicole

A. Les propositions et suggestions pour le développement rizicole et pour les diverses actions concrètes

D'une part, la participation réelle des populations est très souhaitable pour le développement de la filière riz ainsi que pour le développement local. Les populations doivent prendre en main d'une manière durable sans attendre les bailleurs de fonds avec les atouts, l'opportunité et potentialité dans cette zone afin de lutter contre la pauvreté, et l'insécurité alimentaire et assurer la sécurité de production.

D'autre part, la politique de développement rizicole de commercialisation à une l'interdépendance entre les différents acteurs d'Aval, Maillons central et indirectement de l'acteur d'Amont (État) sur l'intervention de prix : « La réussite de la politique rizicole du gouvernement dépendra crucialement de ses capacités à concilier les intérêts divergents des producteurs et des consommateurs. Cela nécessitera des interventions sur deux fronts : Premièrement, la politique des prix devrait assurer que les prix du riz restent assez élevés pour motiver les producteurs, toutefois, pas aussi élevés pour ne pas imposer un fardeau insupportable pour les consommateurs ;

Deuxièmement, des politiques d'appui à la production devraient permettre aux paysans d'augmenter la production (Par des coûts de production moins élevés ou par plus de productivité) pour s'assurer que des réserves suffisantes de riz produit localement soient sur le marché ». Cela veut dire que le développement de la filière rizicole dépendra étroitement

de chacun d'acteur pour prendre en main leur tâche d'encourager la mise en place plus systémique de contrats de commercialisation du paddy et du riz blanc pour sécuriser les entrées financières de producteurs et l'approvisionnement des unités des transformations.

B. La gestion et augmentation des périmètres irrigués

Pour gérer les périmètres irrigués :

- il faut assurer la gestion efficace pour les ressources hydrauliques ;
- il faut appliquer des textes réglementaires c'est-à-dire statut ou « Dina » des AUE en amenant sur l'amélioration ou la correction éventuelle selon les problèmes qui existe sur le terrain ;
- il faut assurer la meilleure distribution de l'eau pour éviter les conflits entre les riziculteurs ;
- il faut donner de la formation spécifique de l'utilisateur en besoin de matière de gestion et de formation techniques des usagers sur l'application tour de l'eau ;
- il faut que les opérateurs économiques, collecteurs et les autorités locales, sur la gestion de l'entretien des canaux d'irrigation.

D'après l'enquête qu'on a fait au sein de la CIRDR, leur programme c'est d'augmenter les périmètres irrigués car la surface cultivable est très vaste dans la commune. Son objectif est de mettre plus 5 périmètres qui seront au total 10 périmètres. La réhabilitation dépend de l'appui des bailleurs de fonds comme PURSAPS et l'appui de la volonté de la population d'y contribuer. Ça veut dire, l'État doit collaborer avec les bailleurs de fonds pour exploiter aussi d'autres projets du bassin versant. Et pour cela il faudrait construire des barrages en permettant de drainer le maximum de superficie exploitable dans la commune même pour la superficie totale de la riziculture de 1280 ha.

C. Le renforcement de la sécurité rurale

L'un des problèmes des riziculteurs dans ce district est l'insécurité rurale. Les paysans ont remarqué que des gens mal intentionnés moissonnent prématurément le riz ou bien vider les magasins (qui se trouvent dans la rizière) des propriétaires. Pour éviter de tels vandalisme, l'État doit assurer la protection des personnes et leurs biens par le renforcement de la sécurité rurale. On a besoin d'augmenter le nombre de quartier mobile. Nous savons que cette commune n'est pas loin de la ville même si on ne met pas la poste de la gendarmerie, il est nécessaire que les gendarmes font des descentes au niveau des communes pour inspecter le lieu jour et nuit. D'autre plan, c'est de former les jeunes sur le

travail artisanal, pour lutter contre l'insécurité car la population d'Andapa est une population jeune, il faut que tous les jeunes puissent avoir des occupations.

D. L'amélioration de la santé publique

L'Organisation Mondiale de la Santé, agence des Nations Unies responsable des programmes pour l'amélioration des normes sanitaires, a défini la santé comme étant «un état de bien-être total, physique, mental et social » tout en acceptant qu'il n'y a pas de « santé zéro »¹. D'après cette définition, il faut que les dépenses de santé comme celle de l'éducation constituent vraiment des investissements productifs, car l'état de santé d'un individu, de la population, joue un rôle très important dans le développement économique. L'amélioration de la santé doit passer toujours par deux points essentiels : l'accès de la population au service de santé et la politique d'espacement de naissance.

1. La santé au service de la population

L'état de santé d'un individu contribue à l'amélioration de la productivité au travail. Pour cela, la mise en place de Centre de Santé de Base, l'investissement en matériaux et équipements sanitaires, et l'augmentation du nombre de médecin dans chaque Commune doivent être une priorité. Mais pour y parvenir, en plus de l'intervention étatique, la participation des bénéficiaires par la méthode de recouvrement des coûts est indispensable. Toutefois, pour ne pas créer d'autres difficultés, ce recouvrement devra être appliqué en fonction du type de maladies, et en fonction de la catégorie sociale des usagers. Il faut distinguer les services au bénéfice du personnel pour un seul usager individuel de ceux qui génèrent des avantages externes pour la population dans son ensemble. En revanche, la qualité et la quantité de soins doivent être satisfaisantes. L'éthique requise, que devrait adopter les médecins doit être respectée.

2. L'espacement de naissance

Pour améliorer la santé des femmes et pour leur donner du temps pour s'occuper d'autres activités en plus du ménage, les activités agricoles et commerciales par exemple, la formation et la conscientisation sur l'utilisation des méthodes contraceptives doivent être renforcées. « Femmes et hommes doivent jouir d'un droit égal de décider librement et en conscience du nombre de leurs enfants et de l'espacement de naissance »². Pour la santé des

¹Andrianasy Angelo DJISTERA, Cours d'« économie des ressources humaines », 4^{ème} Année Économie - Université de Toamasina 2015-2016.

² Michael KEATING, Un programme d'action : Sommet de la terre 1992, page 5

enfants, à titre de prévention, les campagnes de vaccination périodique restent toujours un moyen efficace. D'une manière générale, la politique sanitaire actuelle à Madagascar s'est orientée davantage vers la santé de la femme et des enfants.

SECTION II : LE RENFORCEMENT DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT RIZICOLE

Une politique agricole se définit comme « l'ensemble des mesures relatives au secteur agricole et aux secteurs immédiatement liés, relatant de la politique économique et des politiques liées (sociales, d'aménagement du territoire,...) qu'il s'agisse de mesure de régulation et d'ajustement conjoncturel, ayant des effets de court terme, de mesure de programmation et de planification ayant des effets à moyen terme ou d'orientations structurelles inspirant les mesures précitées et ayant des effets à long terme »¹

Selon A. MOLLARD : « la politique agricole avait pour tâche de permettre la coexistence de l'agriculture traditionnelle avec le reste de l'économie, en la protégeant notamment des effets néfastes que pouvait exercer sur elle son environnement capitaliste (concurrence étrangère, mécanisme des marchés, approvisionnements ...) »².

D'autres auteurs définissent la politique agricole comme étant, avec les mesures structurelles prises, une base de décollage économique, qui s'articulera sur la contribution de l'agriculture au Produit Intérieur Brut, sur la sécurité alimentaire et sur le développement rural notamment. Ainsi, la politique agricole englobe tous les efforts du gouvernement pour améliorer le milieu rural : améliorer le niveau de vie du paysan, accélérer la croissance de la production agricole nationale ; mais tient compte de la répartition équitable du revenu

§.1 L'amélioration de la rentabilité des producteurs

Pour mieux satisfaire la demande du marché que ce soit régional que national, en matière première, il est primordial d'améliorer la productivité et la rentabilité agricole.

A. Le renforcement de l'association des producteurs

Avoir des associations de producteurs est un atout, parce qu'elles aident à réaliser le développement social, économique, à renforcer les communautés rurales et à bâtir des sociétés civiles. Pour la plupart du temps, les associations se forment en dépend des

¹M.GRIFFON, P HENRY, JP LEMELLE, « La politique agricole et alimentaire en Afrique, collection méthodologie » p.17

² A. MOLLARD, « la politique agro-alimentaire, l'État et l'institutionnalisation du capital » p 52

ressources financières, et d'idées de sources extérieures que les membres de groupes n'y adhèrent pas vraiment. De ce fait, les actions entreprises sont inefficaces et non productives.

S'associer est une manière pour les producteurs d'organiser la gestion de ressources et d'infrastructures, mais aussi, une manière d'obtenir des informations et d'assistance technique et de diminuer les coûts de leurs matières premières. Peu importe les raisons de la formation d'association, l'important c'est de pouvoir éliminer les contraintes face à l'agriculture. Le processus de développement de l'association doit surtout commencer sur la formation en gestion d'entreprise.

B. La création de sociétés coopératives

Les coopératives locales manquent de compétence (en matière financière, commerciale et gestion) et d'expérience pour la plupart, bien qu'elles aient eu de principes de base. Malgré ces défauts de performances, un défi sera mis en place pour développer les sociétés coopératives. Le principal défi est de gérer efficacement les coopératives locales de façon à leur offrir des rendements favorables qui à leur tour vont stimuler la croissance économique. Les plans y afférents sont les suivants :

- ✓ L'institutionnalisation des compétences nouvelles et essentielles en matière de développement de coopératives pour que les membres soient productifs ;
- ✓ L'institutionnalisation des leçons tirées sur la conception et la diffusion de modèles de sociétés coopératives qui ont réussi afin d'obtenir le même résultat ;
- ✓ La conception et la mise en œuvre de financement et de modèle de planification créatifs pour les clients des coopératives pour assurer la fidélité de ces derniers ;
- ✓ L'introduction de cours d'alphabétisation par les organisateurs aux producteurs afin d'augmenter le niveau intellectuel des clients.

Des personnages qualifiés (personnel du Ministère de l'agriculture, les autorités locales, les ONG...) identifieront les producteurs qui ont besoin de former une coopérative. L'identification se basera sur le recensement des associations et l'évaluation dans le cadre de la première action.

§.2 Les politiques de prix agricoles

Il est important de maîtriser l'évolution des prix par des interventions diverses : droits de douanes, subventions, contingentements des productions,... Ici, l'intervention de l'État est préconisée, les interventions visent surtout à atténuer les variations des cours des produits agricoles. Le niveau respectif des différents prix peut alors avoir des répercussions

sur les orientations de la production agricole et le maintien en activité pour quelque nombre d'exploitations.

A. La protection des marchés intérieurs

Le protectionnisme en agriculture trouve son origine dans le souci d'assurer les conditions nécessaires à la sécurité des approvisionnements agroalimentaires. La crainte de pénurie, de blocus incite le gouvernement à protéger leurs agriculteurs de la concurrence internationale.

L'État devrait intervenir sur les droits de douanes par exemple pour empêcher les produits extérieurs d'y entrer. L'État peut aussi instaurer des «prélèvements à l'importation» ; ces prélèvements fonctionnent comme des taxes sur les produits importés, dont le montant correspond à la différence entre les prix du marché intérieur et les prix du marché international. Cette protection est destinée à donner la préférence aux échanges intérieurs par rapport aux achats extérieurs. Cette protection donne de l'avantage non seulement aux producteurs agricoles mais à toutes les entreprises productrices dans d'autres secteurs.

B. Les prix de soutien

Le pouvoir public est amené à vouloir fixer ou soutenir directement les prix des différents produits agricoles de façon à favoriser certaines activités et s'assurer qu'un minimum d'exploitant continue de produire pour les besoins de la société. La fixation ou le soutien des prix fait toujours l'objet de négociation entre les classes dominantes et les différentes catégories d'agriculteurs. Afin de garantir à tout instant l'équilibre de l'offre et de la demande aux prix convenus à l'avance, l'État doit intervenir directement ou indirectement sur l'organisation des marchés, par le biais de diverses mesures : politique de stockage conjoncturelle, contingentement des productions, prohibition ou subvention à l'exportation,...

C. L'aide aux investissements agricoles

1. Les subventions

Pour une éventuelle modernisation de l'agriculture, la participation financière de l'État est presque toujours indispensable. Cette intervention des pouvoirs publics représente généralement la principale forme d'aide octroyée aux agriculteurs pour accroître leur

productivité. L'intervention peut se présenter sous forme de réalisation d'aménagements d'intérêts collectifs (route, électrification, protection des sols).

Un investissement direct au sein même des exploitations agricoles peut se faire également. Dans ce cas, l'achat de nombreux intrants d'origine industrielle (engrais chimiques, pesticides, petits matériels...) serait nécessaire pour subventionner les petits agriculteurs, la mise en place de ces subventions serait un atout pour y encourager l'utilisation et favoriser ainsi « la révolution verte ».

2. Les prêts à taux bonifiés

Pour augmenter la productivité, les agriculteurs ont besoin des ressources, donc ils font des prêts. Ainsi, pour les aider, le gouvernement peut aider en termes de taux de bonifications. Dans la plupart des pays occidentaux, l'aide financière accordée aux agriculteurs prend surtout de bonification à taux d'intérêts pour les crédits d'équipement. L'État prend alors en charge une part des intérêts à verser au système bancaire pendant toute la durée du prêt. La bonification d'intérêt se présente comme une subvention qui, au lieu d'être payée en une seule fois sa totalité, l'est au fil des années par petites quantités successives. L'intervention de l'État en matière de bonification d'intérêt est faite pour contraindre les agriculteurs à faire des investissements.

§.3 Le renforcement des entreprises agricoles et l'élargissement des services

Les entreprises ont besoin de matières premières en bonne qualité pour leurs transformations, or, les produits fournis par les producteurs de matières premières ne sont toujours pas en bon état.

A. Le développement d'appui aux agriculteurs

Un autre problème se pose du côté des producteurs agricoles qui sont les fluctuations des prix. Ainsi, pour les agriculteurs, des aides seront offertes comme l'approvisionnement en intrants (engrais, semence, insecticides...) où les produits agricoles vont suivre les normes requises par les industriels. En outre, une assistance technique sera mise en place pour assurer la production adéquate et les garanties de prix spécifique ou de qualité spécifique. Ce type d'appui serait plus efficace pour les cultures d'haricot, maïs, et de cultures de rentes, à Andapa.

B. L'amélioration de la livraison des matières premières et des services aux producteurs

Le secteur privé présente un déficit au niveau de services qui sont indispensables aux producteurs. Or, ces producteurs ont besoin de matières premières et de services en bonne qualité. Les services devront être accomplis de bon et avec une formalité satisfaisante. Exemple, les provenderies doivent être contrôlées et encouragées à fournir des produits conformes à l'étiquette.

C. L'acquisition de compétence de gestion dans les entreprises agricoles

Les agriculteurs bénéficieront de formations de haut niveau. Cela est fait pour développer la capacité des personnes. Cette formation se manifeste par une organisation d'échange avec des entrepreneurs modèles et la formation consiste en l'apprentissage non universitaire de gestion d'entreprise, en marketing, en système de contrôle de la qualité et en financement. Des stagiaires sont mis sur ces localités pour appliquer les projets d'appui aux agriculteurs, et les étudiants bénéficieront de bourses, pour l'amélioration de compétence.

Les différents problèmes de la filière rizicole dans cette zone étudiée freinant le développement de la filière riz sont plutôt des problèmes liés aux techniques de production. Sans la modernisation, la riziculture dans ce district ne connaîtra qu'une stagnation voire une régression. Mais la modernisation ne pourrait pas donner les résultats escomptés sans être accompagnée des moyens financiers adéquats et la prise en compte de l'environnement. Et la coopération entre les différents acteurs comme les organismes et les producteurs assurent non seulement le développement de la filière mais assure aussi le développement local avec la réalisation de différentes stratégies.

CONCLUSION

Le secteur agricole est un secteur clé pour le développement d'un pays. Madagascar dispose des opportunités pour se développer à partir de l'agriculture. Comme le riz est l'alimentation de base de la population malgache, la filière rizicole tient alors une place cruciale dans le secteur primaire. Les potentialités économiques par l'existence de grandes surfaces exploitables et des conditions climatiques favorables à la culture du riz sont un atout pour se développer en matière rizicole au niveau de la région SAVA. Rappelons que cette région est classée deuxième productrice du riz à Madagascar. Toutefois, le secteur rizicole rencontre des problèmes.

Bien qu'il soit difficile d'avancer que la recherche agricole a un impact direct sur les zones rurales pauvres. La plus grande productivité agricole a un tel effet spectaculaire sur les pauvres que les investissements dans la recherche et la vulgarisation agricoles devraient être considérés comme une stratégie de croissance en faveur des pauvres (Timmer, 2003). Par ailleurs, du fait de l'insuffisance des pluies, les ménages ruraux souffrent de la baisse de rendements. Aussi, le financement de l'activité reste un grand problème dans cette zone : la majorité des ménages ruraux ne disposent pas assez de moyen pour financer les grands investissements rizicoles.

La faiblesse de techniques liées aux activités agricoles est génératrice de l'insuffisance des productions agricoles. Les associations ou les organisations (activité économique, gestion d'infrastructures) sont faibles ; la communication et la relation avec les institutions externes restent précaires, la difficulté d'accès aux titres fonciers ne fait qu'aggraver la situation, les chocs et les tendances auxquels sont confrontés les pauvres. En outre, les tendances climatiques (cyclones, inondations, sécheresse, etc.), l'épidémie, la durée de la soudure, le vol (insécurité), la dégradation des ressources (érosion), des infrastructures de maîtrise de l'eau et du réseau routier ont toujours des effets pervers sur la tendance des marchés.

Pour la région SAVA, l'exploitation rizicole est une des solutions pour stimuler le décollage économique, plus particulièrement dans la cuvette d'Andapa. Elle tient la 1^{ère} place pour la production rizicole dans cette région. On pouvait pratiquer deux saisons d'exploitation dans ces rizières. Par conséquent, cette filière produit un faible rendement rizicole, en moyenne 1 à 2 tonnes par hectare pour le riz en bas fond, et concernant le riz sur brûlis « tavy » 0,5 tonne par hectare. À cause de l'explosion démographique, plusieurs

producteurs ne possèdent pas de terre à cultiver. Cette situation crée deux sortes de problèmes : juridiques et économiques.

Les systèmes juridiques sont basés sur la priorisation agraire, en ce qui concerne les terres cultivables, pour valoriser les droits des producteurs sur l'exploitation agricole et pour contribuer à la sécurisation foncière c'est-à-dire à la possibilité de sanctionner les propriétaires fonciers défaillants, soit par le recours aux mesures d'expropriation, ou encore par la disposition de la théorie de l'abus de force et de droit de propriété, pour que les petits paysans exploitent et vivent en toute tranquillité de leurs activités. Les moyens économiques visent en premier lieu l'intensification et la diversification de l'agriculture rurale. Pour ce faire, il faut adopter des moyens pour intensifier le rendement, en appliquant les politiques de culture moderne, mettre en place des centres d'apprentissage pour l'artisanat.

Face à cette situation, il faut former les agents responsables en matière de variation climatique, pour prévenir à l'avance les exploitants, pour qu'ils puissent éviter les problèmes pouvant survenir au moment de l'exploitation rizicole. Dans les milieux ruraux, l'obstacle majeur pour le développement agricole reste toujours l'insuffisance de financement ou crédit agricole. Pour le futur, malgré la libéralisation économique, l'État doit mettre en place une politique adéquate pour valoriser et renforcer le secteur agricole, plus précisément la filière riz dans les zones cultivables à Madagascar, dont la cuvette d'Andapa. Pour cela, il doit adopter certaines dispositions telles que l'augmentation du budget d'investissement, la construction des infrastructures hydroagricoles afin que l'adoption de nouvelles techniques (SRA et SRI) soit facile pour les riziculteurs. Cependant, si on va plus loin, le comportement de l'État à l'heure actuelle permet-il de réduire la pauvreté s'il y aurait décollage de la filière rizicole ?

BIBLIOGRAPHIE

I- OUVRAGES GÉNÉRAUX

- 📖 BASLÉ Maurice : « Histoire des pensées économiques : les fondateurs », 2^{ème} édition, Dalloz, Paris, 1993, 310 pages.
- 📖 FISHER G.B Alen : « Lexique d'économie », 6^{ème} édition, édition Dalloz, Paris, 1999, 243 pages.
- 📖 GRIFFON M., HENRY P, LEMELLE JP, « La politique agricole et alimentaire en Afrique Subsaharienne », collection méthodologie, Paris, 2006, 232 pages.
- 📖 KEATING Michael, « Un programme d'action : Sommet de la terre », De Boeck Université, Washington 1992, 172 pages.
- 📖 LONGATTE J. et VANNHOVE P: « Économie générale », édition Dunod, Paris, 2001, 300 pages.
- 📖 MINTEN Bart; RAZAFINDRAIBE Rolland: «Agriculture, pauvreté rurale et politique économique», Édité par: MINTEN Bart, RANDRIANARISOA Jean-Claude, RANDRIANARISON Lalaina, Antananarivo, Novembre 2003, 242 pages.
- 📖 MOLLARD A., « la politique agro-alimentaire, l'État et l'institutionnalisation du capital » Hatier AUPELF, Paris, 103 pages.
- 📖 ROSTOW Walt Whitman, « les étapes de la croissance », Ed seuil, Paris, 1962, 630 pages.

II- DOCUMENTS ET PÉRIODIQUES

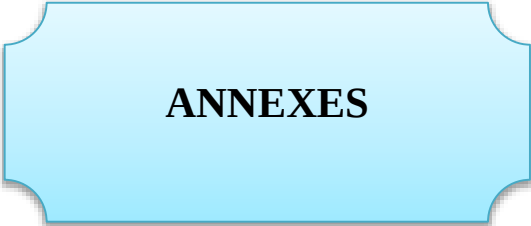
- 📖 Barrett et Dorosh, 1996; Dorosh et al; 1998; Razafindravonona et al; 2001 ; INSTAT, 2002.
- 📖 DRDR SAVA, La politique régionale sur l'agriculture, l'élevage et la pêche, Décembre 2014.
- 📖 Dr. YABY Ir Jacob Afouda, département d'économie et Sociologie rurale, Faculté d'agronomie, Université de Pakou 2012.
- 📖 INSTAT, EPM, Rapport principal, 2001.
- 📖 PNDR, Décembre 2010.
- 📖 VERGARA Benito S., « Le manuel du riziculteur », 1994.
- 📖 YEGBEMEY 2010 : A. A. Parais So, A CG Sossou, RN yebemerey, G Biaou journal de la recherche scientifique de lame 13.

III- SUPPORTS PÉDAGOGIQUES

- ✂ DJISTERA Andrianasy Angelo, (2015-2016), « *Cours d'économie des ressources humaines* », 4^{ème} Année Économie à l'Université de Toamasina.
- ✂ LEMIARY, (2012-2013), « *Cours des faits et pensées économiques* », 1^{ère} Année Économie à l'Université de Toamasina.
- ✂ RANDRIAMAHEFA Gabriel, (2013-2014) « *Cours de démographie* », 2^{ème} année économie, Université de Toamasina.
- ✂ RATOVOSON Seth Arsène, (2014-2015) « *Cours d'économie rurale* », 3^{ème} année économie à l'université de Toamasina.
- ✂ VAVISOA Angelina, (2014-2015), « *Cours des théories économiques* », 3^{ème} année d'économie, à l'université de Toamasina.

IV- SITOGRAPHIE

-  <http://www.madapplus.fr/SAVA-Andapa-42-beneficiaires-du-programme-PROSPERER-a1589.html> consulté le 29/06/2017, à 16h 05mn.
-  <http://fr.slideshare.net/AfRIGA/flash-sur-la-production-rizicole-a-madagascar-1> consulté le 19/07/2017, à 14h 30mn.



ANNEXES

ANNEXE I : LE CALENDRIER AGRICOLE

	Vary Taogno	Vary jeby	Tavy/Vary an-tanety
saison	Été	Hivers	sèche
Mois (préparation et piquage)	Décembre-Février	Juillet-Aout	Octobre
Mois (récolte)	Avril-Mai	Novembre-décembre	Mai

Source : Auteur 2016

ANNEXE II : LES QUESTIONNAIRES D'ENQUÊTES PAR MÉNAGES

I- Renseignements généraux :

- 1- Fokontany résident :
- 2- Profession de chef de ménage :
- 3- Profession secondaire :
- 4- Nombre d'enfants :

II- Exploitation agricole :

- 5- Superficie cultivée : superficie cultivable
- 6- Type de culture principale/secondaire
- 7- Type d'exploitation :
 - Faire-valoir direct
 - Location
 - métayage
- 8- Technique culturale :
 - type d'engrais employé
 - mode de repiquage
 - calendrier cultural
- 9- Destination des produits :
 - autoconsommation
 - vente
- 10- La production arrive-elle à satisfaire vos besoins alimentaires pendant toute l'année ?
Sinon pourquoi ?

III- Revenus et dépenses des ménages :

- 11- Sources de revenus :
 - exploitation agricole (riz, vanille, café, manioc, banane, tomate,...)
 - élevage :
 - artisanat
 - commerce
 - autres
- 12- Diverses dépenses
- 13- Quand avez-vous cultivé sur votre surface cultivable ? combien hectares ? Avez-vous exploité ?
- 14- Types de cultures pratiquées.

- 15- Le riz et ses influents constituent-ils des potentialités ou des craintes pour l'activité agricole ?
- 16- L'évolution des rendements durant les 5 derniers années ?
- 17- Êtes-vous membre d'une association relative à l'usager de l'eau ? Membre d'une association agricole dans cette commune ?
- 18- Quelles sont les problèmes que vous avez rencontrés dans l'aménagement de culture? Quelles solutions avez-vous adoptez ?

IV- Caractéristiques et occupation de terrain/surface cultivable

- 19- Combien d'hectares avez-vous cultivé ?
- 20- Pensez-vous disposer d'une superficie suffisante pour votre culture ? Si non, combien estimez-vous la superficie optimale pour votre ménage ?
- 21- Comment pensez-vous d'étendre votre exploitation ?
- 22- Quels types de matériels utilisez-vous ?
- 23- Envisagez-vous d'acquérir des nouveaux matériels d'exploitation ?
- 24- Quels sont les types de cultures que vous avez pratiquées ?
- 25- Avez-vous bénéficié l'avantage de la vulgarisation agricole ?
- 26- Recouvrez-vous à une main-d'œuvre au ménage ?
- 27- Sous quelle forme ?
- 28-Quelle période ?
- 29-Taux de salaire ?
- 30-L'entraide : pour quels types de travaux ?
- 31-Les problèmes rencontrés pour les exploitations et solutions proposez ?

V- Production :

- 32- Quelle surface estimez-vous pour chaque type de vos cultures ?
- 33- Quelle est la production totale pour chaque spéculation ?
- 34- Évolution de rendement durant le 5 dernières années ?
- 35- Envisagez-vous d'améliorer votre rendement ?

VI- Autoconsommation

- 36- Est-ce que votre production arrive-t-il à satisfaire vos besoins familiaux annuellement ? Sinon, pourquoi ?
- 37- Combien de mois dure la période de soudure pour vous?
- 38- Quelles sont les produits les plus consommées pendant la période de soudure ?

VII-Vente

- 39- Le reste des produits sont destinés à la vente. Êtes-vous satisfait des prix des produits ? Sinon, pourquoi ?
- 40- Avez-vous vendus vos produits en dehors de votre village ? Si oui jusqu'où ?
- 41- Est-ce que l'État prélève des ristournes pour les produits sortis en dehors de la commune ?
- 42- Avez-vous fait des échanges du riz pour acheter vos besoins ?
- 43- Les problèmes rencontrés sur la vente du riz ? À quelles solutions adoptez-vous ?

VIII-Environnement et leur protection :

- 44- Qu'entendez-vous par le mot environnement, protection de l'environnement ?
- 45- Avez-vous effectué des reboisements ?
- 46- Existe-il des activités forestières dans votre fokontany ?
- 47- Pratiquez-vous le feu de brousse ? Si oui depuis quand ? Sinon quand avez-vous arrêté?

IX-Organismes privée /public :

- 48-Date de fondation (privée)
- 49- Objectifs sur les filières rizicoles
- 50- Programme :
- projet déjà fait
 - projet en cours
 - projet futur
- 51- Combien des riziculteurs participent sur ce projet ?
- 52- Comment évolue votre sensibilisation dans chaque commune ?

NB : Les réponses aux questionnaires sont utilisées dans le contenu de l'ouvrage.

Source : Auteur, 2016

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° I : Les avantages et les inconvénients du mode de faire-valoir direct	9
Tableau n° II : Les avantages et les inconvénients du métayage	11
Tableau n° III : Pourcentage d'utilisation des différents types de matériel rizicole.....	46
Tableau n° IV : Fréquence d'utilisation d'intrants et de techniques de production agricole.	48
Tableau n° V : Financement par activité du secteur agricole (En Millions d'Ariary)	50

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	II
REMERCIEMENTS	IV
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	V
GLOSSAIRE.....	VII
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE : LE CADRE GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE.....	3
CHAPITRE I : LA DESCRIPTION DE LA FILIÈRE RIZ.....	5
SECTION I : LA SITUATION DE LA FILIÈRE RIZICOLE À ANDAPA.....	5
§.1 La description de la riziculture.....	5
A. Les conditions favorables à la riziculture	5
B. Les conditions climatiques	5
1. Les besoins en eau	6
2. Les besoins en air	6
3. Les besoins en lumière	6
4. Le type de sol	6
C. L'évolution de la technique de riziculture	6
§.2 Les types de riziculture dans la région SAVA.....	7
A. La riziculture aquatique	8
B. La riziculture inondée ou riziculture pluviale.....	8
C. La riziculture de montagne ou de plateau.....	8
§.3 Les modes d'exploitation	9
A. Le mode de faire valoir direct.....	9
B. Le mode de faire valoir indirect.....	10
1. Le Fermage	10
2. Le Métayage.....	10
§.4 Les modes de culture pratiquées	11
A. La culture sur rizières	11
B. La culture sur brulis	12
§.5 Les Facteurs de Production.....	12
A. La Terre ou le Capital Foncier	12
B. Le Capital d'Exploitation.....	13
1. Le Capital financier.....	13

2. Le Capital Technique	14
a. Le cheptel vif	14
b. Le cheptel mort	14
C. Le Travail.....	14
SECTION II : QUELQUES THÉORIES LIÉES A L'ÉCONOMIE RURALE.....	15
§.1 L'approche secteur, filière et secteur clé.....	15
A. La Loi d'Engels	16
B. La loi de développement de Rostow.....	16
C. Le concept physiocratique	16
1. La notion de produit net.....	17
2. Le Tableau économique	17
D. La théorie de David Ricardo.....	17
1. La théorie de la répartition	18
2. La rente ricardienne	18
§.2 La loi de débouché et la théorie de la population	19
A. La loi de débouché de J.B Say.....	19
B. La théorie de population de Malthus	20
CHAPITRE II : L'IMPORTANCE DE LA PRODUCTION RIZICOLE DANS LE DÉVELOPPEMENT LOCAL	21
SECTION I : L'ÉTUDE EN AMONT DE LA PRODUCTION DU RIZ	21
§.1 La rentabilité de la culture de riz	21
A. Le coût de production	22
B. Le rendement agricole	22
C. La commercialisation et l'organisation du marché.....	23
§.2 Le surplus agricole	23
A. La réalisation de surplus	23
B. L'importance du surplus	24
C. Les bienfaits du surplus	24
SECTION II : LA PLACE DE LA RIZICULTURE DANS LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE	25
§.1 L'action du riz dans le PIB, du revenu et d'emploi	25
A. Le riz dans le PIB	25
B. Le riz, source de revenu des paysans.....	26
C. La création d'Emploi	27

§.2 Au niveau social et politique.....	28
A. Le riz à la base de la puissance et des décisions politiques.....	28
B. Le riz et la santé.....	28
§.3 La place du riz dans le développement socio-économique et culturel	29
A. La culture du riz et la tradition.....	29
B. La nécessité du riz à la vie de chaque villageois.....	29
C. Le riz assure la vie de la plupart de familles.....	30
DEUXIÈME PARTIE : LE DIAGNOSTIC ÉCONOMIQUE ET ORGANISATIONNEL DE LA PRODUCTION RIZICOLE À ANDAPA.....	32
CHAPITRE I : L'ANALYSE DES FAITS ET DES PROBLÈMES DE LA FILIÈRE RIZ	34
SECTION I : L'ANALYSE DES POLITIQUES ACTUELLES SUR LA FILIÈRE RIZ	34
§.1 Les différentes politiques de développement rural actuel.....	34
A. Le Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR)	34
1. Le Programme National pour le Développement Rural (PNDR)	35
2. Programme de Promotion du Revenu Rural (PPRR).....	37
3. Le Centre de Services Agricoles (CSA)	37
4. Le Programme d'Appui à la Résilience aux Crises Alimentaires à Madagascar (PARECAM).....	38
B. La politique agricole	39
1. Définition	39
2. La politique à mettre en œuvre	39
a. La sécurisation foncière ou la réforme agraire	40
b. La vulgarisation agricole	40
§.2 L'analyse théorique de cette politique dans la filière riz	41
A. La théorie des Physiocrates sur la production agricole	41
B. Les théories sur les échanges extérieurs (exportations et importations).....	42
1. Les mercantilistes.....	42
2. Le libre échangeisme et non interventionnisme étatique des physiocrates	42
3. Les théories des avantages absolus et comparatifs	42
4. Les théories sur les subventions.....	43
SECTION II : L'IDENTIFICATION DES FACTEURS FREINANT LA PRODUCTION	44
§.1 Les problèmes physiques et techniques	44
A. Les problèmes physiques.....	44

1. L'enclavement des zones de production	44
2. Les aléas climatiques	44
3. La baisse de la fertilité du sol	45
4. La défaillance des réseaux d'irrigation.....	45
B. Les obstacles techniques.....	45
1. Les équipements traditionnels.....	46
2. La faible utilisation des intrants	47
3. La faiblesse de l'utilisation des techniques modernes.....	47
§.2 Les problèmes économiques	49
A. Les problèmes de financement	49
B. Les problèmes de commercialisation.....	50
§.3 Les problèmes socioculturels	51
A. La pratique de « Fady »	51
B. La prédominance de la tradition	52
CHAPITRE II : LE CATALOGUE DES SOLUTIONS	53
SECTION I : LES SOLUTIONS ADOPTÉES AU NIVEAU DE LA PRODUCTION ..	53
§.1 L'intervention au niveau d'infrastructures.....	53
A. Les canaux d'irrigation	53
B. La réduction de prix des intrants	53
C. L'accès aux droits fonciers	54
D. La protection de l'environnement.....	54
1. La gestion de l'environnement face au développement de la filière rizicole...	54
2. Le renforcement pour la mise en valeur des autres cultures favorables	55
3. La mécanisation de la riziculture	55
4. La collaboration avec les grands organismes.....	55
§.2 Le plan d'action pour le développement de la filière rizicole.....	56
A. Les propositions et suggestions pour le développement rizicole et pour les diverses actions concrètes	56
B. La gestion et augmentation des périmètres irrigués	57
C. Le renforcement de la sécurité rurale	57
D. L'amélioration de la santé publique	58
1. La santé au service de la population	58
2. L'espacement de naissance	58

SECTION II : LE RENFORCEMENT DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT RIZICOLE	59
§.1 L'amélioration de la rentabilité des producteurs.....	59
A. Le renforcement de l'association des producteurs.....	59
B. La création de sociétés coopératives.....	60
§.2 Les politiques de prix agricoles	60
A. La protection des marchés intérieurs	61
B. Les prix de soutien.....	61
C. L'aide aux investissements agricoles.....	61
1. Les subventions.....	61
2. Les prêts à taux bonifiés	62
§.3 Le renforcement des entreprises agricoles et l'élargissement des services.....	62
A. Le développement d'appui aux agriculteurs.....	62
B. L'amélioration de la livraison des matières premières et des services aux producteurs	63
C. L'acquisition de compétence de gestion dans les entreprises agricoles	63
CONCLUSION	65
BIBLIOGRAPHIE	67
ANNEXES	69
LISTE DES ILLUSTRATIONS	74